

# ROUGE

Comment  
réduire  
le chômage à zéro  
(pages 2, 3, 4)

LES LISTES  
PRESENTEES  
OU SOUTENUES  
PAR  
LA  
LCR

MEETING PARISIEN  
12 MARS, 20 H  
MUTUALITE

LE  
SEUL  
VOTE  
QUI A  
DE  
L'AVENIR

LCR

Sécurité, délinquance

**Un juge, un flic  
débatent  
avec Rouge**

(pages 19, 20, 21)



# Scénario pour réduire

## Les raisons d'un plan

Techniquement, financièrement, socialement, il est possible de réduire le chômage à zéro. Nous avons voulu le démontrer, chiffres à l'appui. Entendons-nous bien : le plan que nous proposons est une hypothèse d'école. Il vise simplement à démontrer l'intox quotidienne qui nous présente le chômage comme une rançon inévitable de la crise.

C'est en fait un choix politique. Les moyens que nous avons mis en lumière pour sortir de la crise par la création massive d'emplois ne sauraient être appliqués sans une intervention massive des travailleurs, des chômeurs et de leurs alliés contre la politique qu'on leur impose aujourd'hui. C'est une évidence. Nous l'avons simplement évoquée. Notre propos n'était pas de faire le tour de toutes les questions possibles. Enfin, les chiffres cités ont tous été vérifiés. Si tel ou tel élément du plan demeure, comme toujours, contestable — il est possible de choisir par exemple d'autres domaines d'investissements de départ que le logement —, ses effets d'ensemble sont limpides : il est possible de vaincre le chômage.

Alain Gwenn  
Jean Lantier  
Michel Morel



Il manque deux cent mille appartements neufs par an, 700 000 logements sont insalubres, plus de 5 millions devraient être réhabilités.

pourtant ce même travail ne manque pas.

Alors ? La création d'emplois ? Une folle utopie ? Certes, non ! Il suffit de satisfaire ces besoins. Nous avons chiffré les créations d'emplois pour construire et réhabiliter les logements dont la population a besoin. Ce plan public, nous l'avons élaboré sur quatre ans (cf. encadré : « Combien d'emplois faut-il créer ? »). Il faut 270 000 personnes pour répondre à la demande en logements neufs. Et 520 000 pour la réhabilitation. Dans l'immédiat, c'est donc 790 000 emplois créés sur quatre années. Qui va, à brève échéance, embaucher ces 790 000 chômeurs ? L'élément de départ dans ce plan est la constitution d'un réseau d'offices publics.

300 000 emplois ont été perdus dans le bâtiment depuis dix ans. Depuis deux ans, 70 000 emplois ont disparu. Ces chômeurs seront embauchés en premier lieu. Puis tous ceux qui ont une qualification directe correspondante. Leur premier rôle ? Former et encadrer les autres travailleurs embauchés.

Pour construire, il faut d'abord des mains et un savoir-faire, mais cela ne suffit pas. Pour construire, il faut aussi de l'acier, du verre, du bois, du ciment, du béton, etc. L'organisation patronale du bâtiment explique que pour chaque ouvrier du bâtiment, il y a un emploi chez les fournisseurs. C'est donc, là encore, 790 000 emplois créés. Au total, c'est donc environ 1,6 million d'emplois nouveaux, grâce à ce plan public sur quatre ans.

## Combien de logements faut-il construire ?

● 550 000 logements ont été construits en 1973. 300 000 en 1984. Les files d'attente pour obtenir un appartement, une maison s'allongent chaque jour un peu plus. Le calcul du nombre de logements à construire est pourtant facile. Tous les partis politiques chiffreraient, en 1981, les besoins de 450 000 à 500 000 logements. Il y a donc un manque de 200 000 neufs par an, au minimum.

● 4 % de la population résidant en France habite 700 000 logements insalubres. Le bas de l'échelle des mal-logés sont les

bidonvilles toujours debout, les « habitats » de fortune, les cités d'urgence qui non plus rien d'urgence, et les « taudis garnis ». Ce sont ainsi pour deux millions de personnes des conditions de vie dignes d'un autre âge. La solution est simple : construire sans attendre 700 000 logements neufs pour reloger ces pauvres de l'habitat.

● Près de la moitié des résidences principales ont été construites avant 1949. Et un tiers de celles-ci a plus de cent ans. Cinq millions de logements ne possèdent ni eau courante, ni WC, ni installation sanitaire. Normes bien loin pour-

tant des qualités requises aujourd'hui. D'autant plus scandaleux que, pour l'écrasante majorité, ce sont des personnes de plus de 65 ans qui occupent ces appartements et ces maisons.

● D'autres chiffres viennent s'ajouter. Ainsi de nombreux logements sociaux, correspondant théoriquement aux normes de confort précédemment citées, atteignent 15 ou 20 ans d'âge. Albert Denvers, président du mouvement HLM, convenait, en 1982, qu'il fallait fixer un rythme de 200 000 logements à réhabiliter par an.

article de presse, Yves Tayssier, PDG de COTÉBA International, entreprise de Bâtiment et travaux publics, évalue à 78 milliards de francs la construction de 300 000 logements neufs et à 48 milliards la réhabilitation du même nombre de logements sociaux, soit 260 000 francs pour construire un appartement ; 160 000 francs pour réhabiliter un logement social.

Autre chiffre. Les associations pour la protection, l'amélioration, la conservation et la transformation de l'habitat ont financé, en 1981, l'amélioration de 36 000 logements anciens pour un montant de 1,7 milliard de francs, soit 50 000 francs par logement.

Reportons maintenant ces coûts unitaires au nombre de logements concernés par notre plan public. Construire 1,5 million de logements neufs revient à 390 milliards de francs (1,5 million × 260 000 francs). Réhabiliter 800 000 logements sociaux coûte 128 milliards de francs (800 000 × 160 000 francs). Et enfin, pour l'amélioration de cinq millions de résidences principales, 250 milliards de francs (5 millions × 50 000 francs). Le coût total de notre plan logement est donc de 768 milliards de francs.

De son côté, le chômage coûte cher, très cher à la société. Le montant global du chômage, en 1983, s'élève à 259 milliards de

1.  
**TROIS  
MILLIONS  
DE CHOMEURS  
DEUX MILLIONS  
DE LOGEMENTS  
A CONSTRUIRE  
OU A REHABILITER**

D'un côté trois millions de chômeurs, de l'autre deux millions de personnes vivent dans 700 000 logements insalubres, des taudis ; cinq millions de ménages n'ont pas d'installation sanitaire chez eux ; de nombreux logements sociaux, les HLM se dégradent ; sans compter la pénurie d'appartements neufs (cf. encadré : « Combien de logements faut-il construire ? »). Situation absurde où trois millions sont sans travail et où

2.  
**DES MILLIARDS  
DE RESSOURCES  
POUR CREER  
1,6 MILLION  
D'EMPLOIS**

Combien un tel plan public va-t-il coûter ? Et où va-t-on trouver l'argent ? Dans un récent



# le chômage à zéro

## Combien d'emplois faut-il créer ?

Le travail effectif annuel est évalué à dix mois sur douze (il faut retirer les congés et les arrêts de travail dus aux intempéries). Le temps de travail pour un mois est de 140 heures (35 h x 4 semaines). Il est de 1 400 heures sur une année (140 h x 10 mois). Le temps de travail pour la durée du plan de quatre ans pour un salarié est donc de 5 600 heures (1 400 h x 4 années).

● Il manque 200 000 logements neufs par an pour résorber la crise de l'habitat, et 700 000 en remplacement des taudis insalubres. Soit au total, 1,5 million de logements sur quatre ans ([200 000 x 4 ans] + 700 000).

1 000 heures de travail sont nécessaires pour construire un appartement en moyenne (évaluation à partir de chiffres fournis par la chambre patronale du BTP). Le nombre d'heures de travail pour réaliser 1,5 million de logements est donc de 1,5 milliard d'heures. Pour obtenir le nombre de travailleurs nécessaires, il suffit de diviser ce dernier résultat par le temps de travail moyen sur quatre ans. Nous obtenons ainsi 267 857 emplois (1,5 milliard d'heures + 5 600 heures). Arrondissons ce chiffre à 270 000. **Construire 1,5 million de logements neufs crée 270 000 emplois.**

● Cinq millions de résidences

principales ne correspondant pas aux normes de confort et 200 000 logements sociaux vétustes par an sont à réhabiliter. C'est donc un ensemble de 5,8 million d'appartements et de maisons qu'il faut améliorer en quatre ans (5 millions + [200 000 x 4 ans]). Pour réhabiliter un logement, 500 heures en moyenne sont nécessaires. Le nombre d'heures total requis est donc de 2,9 milliards d'heures de travail (5,8 millions x 500 heures). Les postes de travail ainsi créés sont de 520 000 (2,9 milliards d'heures + 5 600 heures = 517 857 emplois). **Réhabiliter 5,8 millions de logements crée 520 000 emplois.**



Le coût total du plan logement nécessaire serait de 768 milliards en quatre ans, dans le même temps le coût du chômage s'élève à 832 milliards.

francs, soit 130 000 francs par chômeur pour une année. Cet argent existe donc. Aujourd'hui, on le dépense déjà. Quitte à payer, finançons l'emploi. Et notre proposition est un débouché utile. Sur quatre ans, 1,6 million de chômeurs en moins « rapporte » 832 milliards à la société (130 000 x 4 ans x 1,6 million d'emplois créés). Utilisons ces 832 milliards pour financer le plan logement que nous avons énoncé (cf. encadré : « L'argent existe »).

ans de travail. C'est donc une baisse de près de 30 % du coût de la construction et de l'habitat (locations et ventes) qui peut être envisagée, puisque le plan public n'a pas pour but le profit financier. Pour cette même raison d'ailleurs, il ne sera pas non plus cause d'inflation.

Et puis, pour réaliser le plan logement, il faut du matériel (grues, bétonneuses, ponts mobiles, etc.). Où trouver ces outils indispensables ? Justement dans les entreprises du Bâtiment et travaux publics, où les moyens de production sont aujourd'hui manifestement sous-employés.

Ces questions sont pour autant de points d'affrontements et de passages obligés. La solution ? La population sera juge et témoin. De sa mobilisation dépendra la réussite. Premier conflit, première bataille, première rupture.

## 4. LES 35 HEURES NOUS ACCOMPAGNENT

Sur notre chemin, la réduction du temps de travail à 35 heures nous accompagne évidemment. Une étude, publiée par la Documentation française, lors de cette question était en odeur de sainteté du côté de Matignon, « *Les 35 heures et l'emploi* » ne chiffre les effets des 35 heures qu'à 880 000 emplois nouveaux. En effet, une partie de la réduction du temps de travail est résorbée par des gains de productivité. Si un ouvrier fabrique

## 3. PREMIERS AFFRONTEMENTS, PREMIERES BATAILLES, PREMIERE RUPTURE

Abandonnons un instant le domaine des chiffres. Devant un tel plan, on peut parier que la réaction des patrons qui contrôlent actuellement le bâtiment sera brutale. Surtout que ceux-ci sont connus pour leurs sympathies réactionnaires.

Premier terrain d'affrontement : la spéculation foncière est battue en brèche. D'une part, la totalité des logements à construire leur échappe. D'autre part, en trente ans, le temps de travail est passé de 3 000 heures à 1 000 heures pour un appartement, mais le prix de celui-ci est resté équivalent à trois

## L'argent existe

Le coût global du chômage en 1983 : 259 milliards de francs  
☆ 98,4 milliards de charges UNEDIC.

☆ 40,5 milliards de coûts liés à la politique de l'emploi.

☆ 83,4 milliards de pertes en recette de la Sécurité sociale.

☆ 36,7 milliards de pertes fiscales.

Somme versée au chômeur ou dépensée directement pour lui (UNEDIC, politique de l'emploi) : 5 750 francs. Manque à gagner pour la société (Sécu et Etat) et donc à la charge de la collectivité (santé, éducation, habitat) : 5 000 francs par mois.

Dans le cours de la démonstration, nous avons pris comme élément de comparaison le coût du

chômage. Mais bien d'autres dépenses inutiles pourraient venir contrebalancer le financement de notre plan logement. Inutile parmi l'inutile : le coût global dû à l'armement nucléaire est de plusieurs dizaines de milliards de francs. Autres exemples. Si on supprime les avantages fiscaux aux revenus d'actions et d'obligations, on obtient 15 milliards, et le remboursement des nationalisés de 1981 a déjà coûté près de 40 milliards. Des milliards s'échangent quotidiennement en Bourse, au profit d'une infime minorité. Toutes ces sommes, on peut leur donner une autre fonction : l'investissement dans des travaux d'utilité publique au profit de la grande majorité de la population.

40 pièces en 40 heures, par exemple, il n'en fabriquera pas 38 mais 39 en 38 heures.

De plus, la création d'emplois n'est pas directement proportionnelle à la réduction du chômage. Le nombre de chômeurs en moins est donc évalué par cette étude gouvernementale à 600 000. Rajoutons que ces chiffres sont d'autant à prendre avec des pincettes qu'ils ont été établis à partir d'une réduction d'horaire d'une heure pendant cinq ans.

De toute façon, si cette réduction d'horaires ne suffisait pas pour combattre le chômage, un travail de l'INSEE a montré que si la durée de travail était abaissée à trente-deux heures en 1986, 1,2 million d'emplois seraient ainsi créés.

Bien sûr, les patrons verront tout cela d'un mauvais oeil. Il faudra peser de toutes nos forces, ensemble, pour faire la décision.

## 5. REACTIONS EN CHAINE : LE CHOMAGE S'EVANOUIT

Partie de la construction de logements et de la diminution de la semaine de travail à 35 heures pour tous, la création d'emplois nouveaux ne tardera pas à avoir un effet boule de neige, et à provoquer des réactions en chaîne.

Redonner du travail à un million cinq cent mille chômeurs signifie aussi leur garantir un salaire décent : 5 500 francs par mois minimum.



## Nos sources

● *Créer 700 000 emplois*, une brochure d'Ernest Mandel, éditée par le Parti ouvrier socialiste, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale.

● « *Le chômage, un mal dont il faut guérir* », dossier du n° 50 de mars 1986 de *Critique communiste*.

● « *Le parc de logement en 1978* », *Economie et statistiques* n° 113, de juillet 1979, édité par l'INSEE.

● *L'Etat de la France et de ses habitants*, sous la direction de Jean-Yves Potel. Ed. La Découverte.

● *Les 35 heures et l'emploi*, de Yves Barou et de Jacques Rigaudiat. Ed. la Documentation française.

● *35 heures, pour un avenir différent*, brochure de l'union régionale parisienne de la CFDT.

● *La Nomenklatura française*, d'Alexandre Wickham et de Sophie Coignard. Ed. Belfond.

● *Donnée sociale, édition 1984*. Publié par l'INSEE.

En lieu et place du million de chômeurs qui touchent 3 400 francs d'indemnités mensuelles et des 550 000 fins de droit qui ne perçoivent que 1 250 francs environ, c'est un supplément de pouvoir d'achat des ménages disponible de 70 milliards environ qui va ainsi accroître la demande de biens (vivres, vêtements, équipements ménagers, etc.).

Cela se fera sentir, à court terme, dans tous les secteurs de l'industrie et des services. Cela nécessitera, aussi, bien évidemment, la création d'emplois pour y répondre.

Peut-on avoir une idée du volume d'emplois ainsi créé? Difficile. Mais une estimation, « en gros », est possible. 70 milliards de francs de plus sur le marché représentent un peu moins du trentième de la consommation globale annuelle des ménages. Évaluons à beaucoup moins du trentième de la population active la création d'emplois qui en résulterait. Nous frisons les 500 000 emplois supplémentaires environ. Le chômage devient pratiquement un souvenir!

## Desserrer la contrainte

Et la contrainte extérieure? La question est inévitable. Disons simplement qu'elle n'est pas plus incontournable que le chômage n'est invincible dans l'Hexagone. La réalisation du plan que nous proposons s'appuierait par exemple sur les ressources, les biens et matériaux disponibles. Il faudrait à cet effet prendre des mesures « protectionnistes ». Isolationnisme? Non. Mais il serait indispensable de redéfinir les termes des échanges avec les autres pays, d'Europe ou du tiers monde...

Produire français? Non plus. Comme vous l'avez remarqué, nous sommes justement en train de rompre avec les patrons français. Il est impossible de développer ici l'ensemble des mesures appropriées pour desserrer l'étreinte de la contrainte extérieure. A ce sujet, nous renvoyons le lecteur au livre de Christian Barsoc, *les Lendemain de la crise* (éditions la Brèche, PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil).



## 6. ATTACHEZ VOS CEINTURES! FORTES TURBULENCES

Lecteurs, attachez vos ceintures. Nous abordons la zone de fortes turbulences. Humaine-

ment, financièrement, socialement et techniquement, notre plan de vol pour éliminer le chômage tient debout. Mais plusieurs escadrilles de bombardiers lourds ont déjà décollé pour l'abattre, le plus tôt possible. Les chasseurs du BTP n'étaient qu'une première épreuve.

D'où vient le courroux de nos adversaires? Ils ont utilisé jusqu'à présent le poids du chômage comme moyen de chantage pour réduire les salaires des travailleurs actifs. Ces dernières années, d'ailleurs, la répartition des richesses créées dans les usines — tous les indices l'indiquent — se modifiait en faveur des propriétaires de capitaux aux dépens des salariés.

Supprimer le chômage signifie donc pour les patrons voir l'une de leurs armes les plus efficaces disparaître! Ils ne vont évidemment pas se laisser désarmer sans combat.

Ils crient famine. Ils font le chantage à la ruine, sabotent le plan, refusent les 35 heures et mettent leurs fonds à l'abri en Suisse ou ailleurs... L'artillerie lourde est de sortie.

Comment répondre à l'attaque? Première mesure: chantage contre chantage. Nous étalons tout sur la place publique. Les comptes des entreprises privées, l'utilisation des fonds des banques, déjà « nationalisées » dans leur quasi-totalité, les documents des douanes et des impôts concernant les évasions de capitaux et les fraudes, et enfin

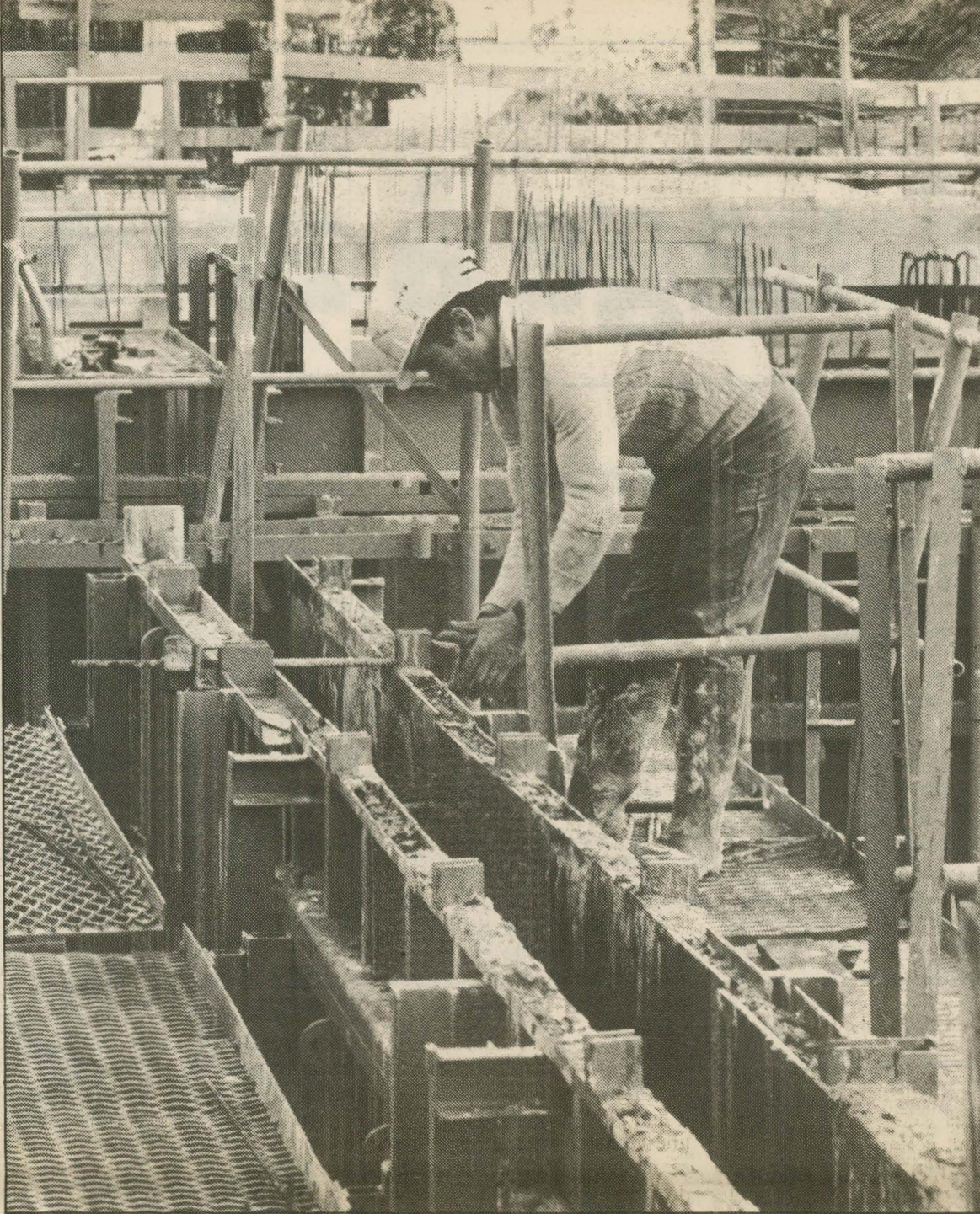
l'inventaire de qui possède quoi dans ce pays.

Chantage contre chantage, encore. Puisqu'ils veulent interdire la réussite de notre plan qui vise à donner les moyens de vivre à tous, nous rétablissons l'égalité des chances. Les fonds des banques sont contrôlés — c'est la fin de l'autonomie de gestion! —, leurs crédits sont affectés à la réussite globale du plan. Les échanges de capitaux et de biens avec les autres pays sont examinés à la loupe et sélectionnés en fonction des intérêts du plan et de l'équilibre de nos échanges extérieurs (cf. encadré: « Desserrer la contrainte »).

Les moyens de production nécessaires à la réalisation du plan sont réquisitionnés, placés sous l'autorité et le contrôle des travailleurs, des organismes publics en charge des travaux en cours. Rude bataille, et si nous la gagnons c'est une sacrée rupture... avec la crise.

Où en sommes-nous? Faisons le compte. 1,6 million d'emplois ont été créés par le biais du plan logement en quatre ans, 600 000 par la réduction du temps de travail à 35 heures, 500 000 par la dynamique de relance, dans l'ensemble de l'industrie et des services.

Nous avons indiqué à chaque fois quelles ressources pouvaient financer les coûts de l'ensemble de cette politique. Une fois le chômage éliminé, le niveau de vie redressé et le temps de travail réduit, le contrôle de l'ensemble des moyens de pro-



1,6 million d'emplois seraient créés par la mise en application du plan répondant aux besoins en logement.

duction entraînerait dans la foulée d'autres remises en cause.

Utopie, mouvement d'humeur? Nous voulons conclure en démontrant encore une fois qu'il n'en est rien.

7.

**ROMPRE:**

**LA SEULE**

**FAÇON**

**DE RESTER**

**HONNÊTE**

*La Nomenklatura française* est un livre qui fait aujourd'hui fortune en librairie. Qu'ont donc découvert ses auteurs: « Formée de plusieurs cercles qui se recourent parfois et où évoluent des hauts fonctionnaires, des dirigeants de grandes entreprises, des héritiers (d'un nom, d'une fortune), certaines professions protégées et le cortège des favoris du président ou de ses ministres, la Nomenklatura tient les rênes du pouvoir, quelle que soit la couleur politique du Parlement. (...) une classe qui, à beaucoup d'égards, nous ramène au temps de la monarchie de droit divin et de la cour du roi Soleil. » Laissons la responsabilité des termes aux auteurs, peu soupçonnables de gauchisme ringard.

Pour nous, la découverte d'une classe dirigeante n'a évidemment rien d'une découverte. Rappelons simplement qu'aujourd'hui 10 % de la population détient 60 % du patrimoine national.

Cette classe, nous l'appelons la bourgeoisie. C'est un terme, une notion et une réalité que mettent systématiquement dans leur poche la plupart des économistes professionnels qui dissertent aujourd'hui sur la crise et les moyens d'en sortir. Inutile de chercher plus loin pourquoi leurs remèdes se sont révélés jusqu'à présent inefficaces!

Car le fond du problème est bel et bien politique. Remet-on en cause ou pas le pouvoir de ces gens-là, la possession des richesses et des leviers de commande politiques et économiques y est liée. Ce qui en termes courants s'appelle « rompre avec le capitalisme »... pour remettre ceux qui possèdent le capital à égalité avec ceux qui ne possèdent rien ou si peu de choses...

Nous l'avons expliqué dans ces pages, c'est le seul moyen réaliste de prendre les moyens là où ils sont pour réaliser le plan dont nous avons donné les grandes lignes... ou tout autre allant dans le même sens.

Aucun détour n'est possible. Le PS au gouvernement a choisi « de ne pas rompre », le PCF au gouvernement ou en dehors n'en parle plus, tout préoccupé qu'il est de son économie mixte...

Nous restons, nous, les yeux ouverts. Hors de cette rupture-là, point de salut, s'y refuser coûte trois millions de chômeurs par jour. Le souligner encore et encore reste la seule façon d'être honnête.



# PLUTOT ROUGES QUE GRUGES

C'EST A DIRE

**S**inistre et insipide. Aucun adjectif ne convient mieux à cette campagne. Par les effets de la pub électorale, les citoyens sont appelés à se prononcer sur la couleur d'une cravate ou l'attrait d'une paire de lunettes. Aux deux bouts de l'échiquier politique, les slogans se ressemblent comme frères jumeaux : « *Vivement demain* », « *Demain on continue* », « *Une force pour avancer* », etc. A ce train, ils nous diront bientôt : « *Bonjour chez vous* ».

Cet étrange consensus en matière de communication politique reflète au fond que les grands partis n'ergotent plus que sur des dosages ou des rythmes mais s'accordent sur l'essentiel. Plus aucun ne parle des problèmes quotidiennement rencontrés par les travailleurs. Et pour cause ! Leur seul idéal, c'est la survie du système. Leur seule morale, c'est la défense de la France du fric et des privilèges.

Il existera pourtant, le 16 mars, un moyen de manifester son dégoût d'un tel climat. Ce sera de voter pour les listes présentées ou soutenues par la LCR.

## UN VOTE CONTRE LA TRAHISON

En élisant Mitterrand à la présidence de la République, en envoyant une majorité de députés de gauche à l'Assemblée nationale, les salariés espéraient un changement radical de leurs conditions de vie. En échange, ils n'eurent que l'austérité. Symbole de cette dérive, le dernier cadeau de cette législature aura été la loi sur la flexibilité qui s'en prend à des conquêtes datant du Front populaire (voir page 8). Grâce à elle, le patronat pourra bientôt revenir sur nombre d'acquis concédés jadis dans les conventions collectives.

Faudrait-il à présent passer l'éponge ? Faudrait-il croire en la promesse d'une vie meilleure si cette gauche reste au pouvoir ? Certainement pas. Aujourd'hui autant qu'hier, les gouvernants demandent un chèque en blanc. D'ailleurs, ils fixent eux-mêmes à 30 % des suffrages la limite de leurs ambitions. Comme cela ne suffira pas pour former une majorité, Mitterrand aura toute latitude pour utiliser ce score pour négocier sa cohabitation avec un éventuel gouvernement de droite. Les électeurs socialistes seront une fois encore réduits au rôle de masse de manœuvre, au service d'un projet dont toutes les clés leur échappent. Il n'est donc qu'une réponse à opposer aux exhortations de l'équipe au pouvoir : « *On a déjà donné !* »

## UN VOTE CONTRE LA REVANCHE

Mitterrand, Fabius et Jospin appellent à faire barrage à la droite. Il est vrai que cette dernière entend prendre sa revanche. Ses propositions remettent pêle-mêle en cause les droits des salariés, les libertés syndicales, la protection sociale. Et dans ses bagages, se trouve un Le Pen qui rêve d'une France nettoyée



des « étrangers » et de ceux qui ne pensent pas comme lui.

Mais qui est responsable de l'arrogance des battus de mai 1981 ? Au premier chef, ceux qui ont semé le



désarroi dans le monde du travail en reniant tous leurs engagements. Il suffit pour s'en convaincre de voir les leaders de la réaction légitimer leur démagogie en mettant en évidence le bilan du gouvernement. Ainsi, pour justifier la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, Chirac fait-il benoîtement remarquer : « *Aujourd'hui, l'information qui émane du ministère du Travail fait apparaître que la quasi-totalité des demandes de licenciement sont accordées.* »

Pour s'opposer réellement au retour de la droite, il faut refonder l'espoir. Il faut offrir aux travailleurs une véritable alternative politique, un projet s'opposant sur tous les plans à la société de l'exploitation et de l'inégalité. A l'évidence, ce n'est pas des allées du pouvoir que viendra pareille perspective.

## UN VOTE POUR UNE GAUCHE INFLEXIBLE

« *La gauche, la droite, ces notions sont quelque peu dépassées* », expliquait récemment le chef de l'Etat. La lutte des classes est cependant plus actuelle que jamais. Pour restaurer leurs profits, les capitalistes n'ont pour seule politique que l'austérité la plus brutale, l'attaque contre les grandes conquêtes sociales. A l'inverse, les travailleurs n'ont d'autre choix que la résistance pied à pied, la défense des acquis et des revendications.

Après trois ans de présence au gouvernement, le PCF fait mine de tenir un langage similaire. Pourtant, comment accorder une quelconque confiance à ses dirigeants ? Ils n'ont cessé de faire et de défaire leur alliance avec les socialistes. Et ils en reviennent maintenant à la perspective d'une Union de la gauche « rééquilibrée ». Pour quoi faire ? Ils n'en soufflent mot. En cinq ans, leur appareil, leurs députés, leur formidable potentiel militant ne furent d'aucune utilité à la population laborieuse. Quelques députés supplémentaires suffiraient-ils à y changer quoi que ce soit ?

## UN VOTE POUR LE SOCIALISME

« *Il n'est d'autre politique possible que celle qui s'applique depuis le 10 mai* », nous répètent à l'envi ministres et représentants de la rue de Solferino. Rien n'est plus faux. Confronté à la crise, le capitalisme ne peut plus faire illusion. Parce qu'il oppose la toute-puissance de quelques-uns aux besoins du plus grand nombre, il se montre incapable de fonctionner dans le sens du progrès social. Dès lors, respecter ses règles ne peut déboucher que sur l'aggravation de la situation des plus démunis. Pour avoir fait comme ses prédécesseurs, l'actuel gouvernement a laissé les patrons

licencier et le chômage se développer. Ce qui plonge des millions d'hommes et de femmes dans la détresse et le dénuement.

Il n'existe d'autre solution réaliste que la rupture avec les lois du marché. Si l'on s'en prend au partage des richesses, si l'on fait payer les grandes fortunes, si l'on fait confiance à l'intelligence créatrice du peuple travailleur, la crise peut être vaincue. Les exemples que nous développons dans les pages 2, 3 et 4 ne sont-ils pas éloquentes ? Loin d'être archaïque, le socialisme demeure bien l'idée la plus moderne de cette fin de siècle. A nous de savoir maintenant la faire revivre. Car c'est là qu'est le chemin de l'avenir.

## UN VOTE POUR L'AVENIR

Dans quelques jours, il ne s'agira pas seulement de témoigner, d'être fidèle aux valeurs émancipatrices du mouvement ouvrier. Plus nombreux seront les suffrages qui se porteront à gauche de la gauche, plus ils influenceront sur l'après-16 mars. Ils exprimeront en effet leçon de l'expérience qui s'achève et qu'ils sont bien décidés à faire entendre demain les exigences ouvrières par la lutte. Ce n'est pas l'un des moindres enjeux du prochain scrutin face aux assauts que préparent la droite et le patronat.

Le vote du 16 mars peut également constituer un atout pour l'émergence d'une nouvelle force dans le pays. Une force qui place l'intérêt des travailleurs au-dessus de toute autre considération. Cet objectif, notre organisation le concrétise depuis des mois, en œuvrant au regroupement des courants et des militants à la recherche d'une alternative politique. Elle a, en particulier, fait tout ce qui était en son pouvoir pour



empêcher l'éparpillement des candidatures à gauche de la gauche. Hélas, le poids du passé, les pesanteurs de la situation politique, les méfiances et les sectarismes entre organisations ont empêché que cette bataille aboutisse. Néanmoins, dans une vingtaine de départements, se sont formées des listes de large convergence, sur des bases clairement anticapitalistes. Sans la moindre réserve, la LCR les soutient ou y participe.

Dans vingt autres départements, nous avons dû nous présenter sous notre seul drapeau. A la différence des politiciens qui encombre les écrans, nos candidats se battent quotidiennement dans les entreprises et les localités, pour une vie plus libre et plus juste. Voter en leur faveur, ce sera donc affirmer qu'on peut être de gauche sans se faire complice d'une gauche faillie et combattre la politique des gouvernants sans faire le jeu de la droite. Ce sera soutenir leurs efforts de rassemblement de toutes les énergies disponibles.

Alors, plus une hésitation ! Un seul jour, un seul tour, certes. Mais un seul vote utile : le vote rouge, le vote à gauche de la gauche.

Christian Picquet



# COMMENT VOIENT-ILS

Aux quatre coins de l'Hexagone, ils sont engagés dans une démarche de rassemblement des forces anticapitalistes. Ils nous retracent ici leur démarche.



**GEORGES LABICA**

**GEORGES LABICA A LONGTEMPS ETE UN RESPONSABLE DU PCF DANS LES HAUTS-DE-SEINE. PROFESSEUR A NANTERRE, IL EST LE CO-AUTEUR D'« OUVRONS LA FENETRE, CAMARADES » (EDITIONS MASPERO) ET LE COORDINATEUR DU DICTIONNAIRE CRITIQUE DU MARXISME. IL CONDUIT LA LISTE ALTERNATIVE ET ECOLOGIE 92 POUR LES PROCHAINES LEGISLATIVES.**

**M**on itinéraire est celui d'un militant communiste qui a rompu avec l'illusion d'une possible transformation du PCF de l'intérieur. Issu d'une famille ouvrière, militant actif au moment des guerres d'Algérie et du Vietnam, j'ai animé l'opposition, avec Balibar et Althusser, contre l'abandon de la perspective de la dictature du prolétariat, réalisé au XXI<sup>e</sup> Congrès du parti.

Nous voulions une transformation démocratique des structures du parti, un renouvellement au moins partiel des directions, et surtout un projet de recomposition du mouvement de masse à offrir. Mais le PCF

est passé à côté de tous les phénomènes qui surgissaient de la société. Les mouvements féministe, antiraciste, associatif ou antinucléaire, il ne les a pas compris, ou il a tenté de les instrumentaliser. J'ai quitté le PC sans tapage après le 10 mai 1981.

J'ai observé l'expérience de gauche, avec sympathie au début. Mais très tôt, je me suis engagé dans le mouvement de l'alternative, car nous assistions au plus formidable gâchis opéré par la gauche depuis des années. Le PS, comme l'a dit Fabius, a fait le « sale boulot » de gestion du capitalisme ; le PCF a accumulé les incohérences au point de ne plus pouvoir être considéré comme une force porteuse de renouveau. La nécessité que j'ai ressentie était donc la recomposition du mouvement de masse, à partir des pratiques, sur la base d'une unité large. Il faudra développer ce mouvement, car les élections ne sont qu'une étape. Et il faudra s'efforcer d'y gagner des forces communistes, par l'extérieur du parti.

Sans emprunter une telle démarche, on risquerait une alternance entre une droite radicale et un mouvement social-démocrate, sur fond d'un capitalisme en crise.

**SON COMBAT POUR L'UNITE DU MOUVEMENT ANTIRACISTE A FAIT DE MEHDI LALLAOUI L'UN DES ORGANISATEURS DE LA MARCHE DU 7 DECEMBRE DERNIER. IL CONDUIT AUJOURD'HUI, DANS LE VAL-D'OISE, UNE LISTE CONTRE LE RACISME, POUR L'EGALITE DES DROITS, POUR UNE VERITABLE POLITIQUE CONTRE LE CHOMAGE ET L'AUSTERITE.**

**L**a construction d'une force réellement antiraciste doit dépasser la gauche de la gauche. La lutte antiraciste passe par certaines revendications pour l'égalité des droits, en particulier le droit de vote, puisque nous sommes en période électorale. Qu'un grand nombre de gens le revendiquent clairement, se battent sur ces thèmes, peut permettre de recentrer le débat sur

l'antiracisme et d'aller au-delà des cercles militants. Une force à la gauche de la gauche, se battant contre le racisme et pour l'égalité des droits, ne peut qu'entraîner des secteurs plus larges de la population, y compris dans les autres partis.

Dans le Val-d'Oise, nous avons formé une liste Convergence contre le racisme et pour l'égalité des droits. Agir, en période électorale, c'est surtout interpeller les candidats sur la question de l'égalité des droits. Beaucoup se disent antiracistes, mais ce sont souvent des déclarations sans contenu véritable. Cela ne les empêche pas d'appliquer des quotas ou de mener une politique scandaleuse dans leur municipalité. Le fait qu'à gauche de la gauche il y ait des gens pour donner un contenu, comme la revendication des droits, à l'antiracisme c'est un moyen d'avancer.

## CLAUDETTE CUCHET

**CLAUDETTE CUCHET A TRENTE-CINQ ANS. INSTITUTRICE SPECIALISEE EN SES A SEDAN, MILITANTE DE LA LCR, ELLE EST CANDIDATE DE LA LISTE TRAVAILLEURS ET CHOMEURS POUR UNE NOUVELLE ALTERNATIVE DES ARDENNES. MILITANTE FEMINISTE ACTIVE DANS LE PLANNING FAMILIAL DONT ELLE ETAIT PRESIDENTE, CLAUDETTE NE VOULAIT PAS ETRE UNE FEMME « POTICHE » SUR LA LISTE.**

**L**es camarades du comité de soutien tenaient à ma présence sur la liste conduite par Guy Petit-Jean, syndicaliste à Chavanne-Ketin (ex-Usinor). Elle est notamment composée d'un autre syndicaliste d'Usinor, d'un infirmier, d'un chômeur ancien FTP...

Ce qui me paraît le plus remarquable, c'est l'existence d'un comité de soutien qui regroupe sur Sedan

(25 000 habitants) une vingtaine de personnes en permanence. Le comité a une large audience puisque, depuis le début de la campagne, une équipe de camarades chômeurs a réussi à récolter cinq mille francs sur la seule ZUP de la ville. Et l'appel que nous avons lancé, il y a un mois, pour soutenir le lancement de la liste a été signé par une soixantaine de chômeurs.

Nous avons déjà mené cette expérience aux municipales de 1983, avec un certain succès. Et ce sont les sidérurgistes de Chavanne-Ketin — à l'initiative il y a trois ans — qui ont décidé de relancer une campagne unitaire sur les Ardennes. A partir de cette liste, les chômeurs se sont réorganisés, avec un comité. Ce dernier regroupe même des chômeurs, qui avaient rejoint Le Pen après avoir été découragés. Aujourd'hui, ils en ont fait l'amer bilan. C'est à ce genre de faits que l'on mesure l'importance du regroupement en cours.



**HERRI GOURMELEN**

**HERRI GOURMELEN EST MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE (UDB). SON ORGANISATION PARTICIPE AU PROCESSUS DE REGROUPEMENT ALTERNATIF QUI, DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS BRETONS, A PRIS LE NOM DE CONVERGENCE BRETONNE. C'EST A CE TITRE QUE GOURMELEN CONDUIT LA LISTE DECIDER ET VIVRE EN BRETAGNE DANS LES COTES-DU-NORD.**

**A**u moment où, dans l'Hexagone, s'opéraient des convergences entre différentes forces de gauche, des rassemblements se réalisaient en Bretagne. Nous voulons rassembler les progressistes bretons et l'opportunité s'est présentée à l'occasion de ces élections régionales.

Les gens regroupés dans Convergence bretonne se battent parfois depuis des décennies contre le centralisme oppressif de l'Etat français. Un centralisme

dont sont victimes les minorités en Bretagne, en Corse, au Pays Basque, etc. La dimension bretonne fut donc le premier point de la plate-forme élaborée aux assises de Lorient. En tant que progressistes bretons, nous remettons également en cause la logique du profit, c'est-à-dire du capitalisme, car nous voyons clairement les conséquences de ce système au niveau de l'économie bretonne. C'est pourquoi nous combattons le productivisme, source de gâchis humain et écologique.

Dans notre conception, ces deux axes sont étroitement liés. Le centralisme de l'Etat français et le libéralisme sont en effet les deux facettes de la politique capitaliste. C'est si vrai que, simultanément à ses reculs économiques et sociaux, le Parti socialiste a reculé sur ses projets d'aménagement du territoire. Sa politique de régionalisation s'est réduite à une départementalisation. A cette approche, nous ajoutons la solidarité avec tous les peuples en lutte à l'Ouest comme à l'Est. Et nous nous opposons à la militarisation aux ventes d'armes, etc. Car notre combat n'a pas de frontières.



# L'ALTERNATIVE ?



**JEANNE  
COUDERC**

**JEANNE COUDERC  
TRAVAILLE AUX  
CHÈQUES POSTAUX,  
L'UNE DES PLUS  
GROSSES  
CONCENTRATIONS DE  
TRAVAILLEURS (SEPT  
MILLE PERSONNES).  
SYNDICALISTE,  
FEMINISTE, ELLE EST  
CANDIDATE SUR LA  
LISTE PARIS  
ALTERNATIVE 86.**

**C**omme syndicaliste, je côtoie tous les jours des militants qui se posent des questions, qui font le bilan de ces cinq années et ont l'impression d'un horizon un peu bouché. A l'évidence, aucune force crédible ne leur apparaît susceptible de représenter une alternative pour les travailleurs. Cette force nécessaire ne va pas tomber du ciel. Elle ne se construira qu'au travers du débat et d'une politique commune sans raccourci.

La liste Alternative 86 c'est, de ce point de vue, comme une bouffée d'air. Dommage qu'il n'y en ait pas davantage au plan national. En effet, aux Chèques, nous avons une pratique unitaire depuis un bon moment (sur la Kanaky, le racisme, etc.). Le fait que cette liste se soit constituée

dynamise notre démarche. Nous nous sentons partie prenante d'une activité de plus large portée. En pratique, nous diffusons le matériel de la liste, mais aussi le compte-rendu de réunions unitaires sur l'entreprise. Nous sommes amenés à démultiplier les réunions pour une participation maximale. Nombre de femmes hésitent à ressortir le soir. Aussi, nous organisons des mini-réunions supplémentaires, après le déjeuner.

Je voudrais ajouter que cette campagne doit aussi permettre de dépasser la simple réaffirmation du droit à l'emploi des femmes. Pour les années qui viennent, les mesures d'austérité et les évolutions technologiques vont tendre à fragiliser davantage l'emploi féminin. Il est grand temps de réfléchir collectivement aux réponses nécessaires face aux campagnes natalistes multiformes, pour permettre la mobilisation pour la satisfaction des besoins en équipements de la petite enfance, pour que le droit à l'emploi pour toutes et tous soit réellement reconnu en pratique. Pour cela, il faudra continuer à débattre et à agir après la campagne.



**FREDERIC  
PUZIN**

**FREDERIC PUZIN  
APPARTIENT AU  
GROUPE  
SEVRES-ECOLOGIE. II  
EST, A CE TITRE,  
CONSEILLER  
MUNICIPAL DE CETTE  
VILLE DES  
HAUTS-DE-SEINE. AVEC  
SES CAMARADES, IL A  
DECIDE DE PARTICIPER  
A LA CONSTITUTION  
D'ALTERNATIVE ET  
ECOLOGIE 92.**

**J**e n'avais, il y a quelques mois, aucune intention d'être présent sur quelque liste que ce soit, aux élections. Le Parti socialiste m'avait demandé de le soutenir. Sèvres-écologie avait pris le parti de refuser. Pour mémoire, les premiers matraqués du « socialisme » furent des écologistes, en octobre 1981.

En participant un peu au hasard à une des réunions préluant la constitution d'Alternative et écologie 92, j'ai été frappé par la convergence de nos analyses, en tant qu'écologistes,

avec celles développées par les représentants de la LCR comme ceux du PSU et du PAC. Plus profondément, nous avons rencontré des gens qui n'abdiquaient pas leurs « utopies » dans une période de renoncement et de compromission. Un projet alternatif ne se construit pas sans eux.

Les écologistes doivent sortir de l'environnementalisme pour pouvoir enfin construire et structurer sérieusement un projet politique. « Un » projet et non pas « leur » projet. En France, le mouvement écologiste se décompose dans sa crainte de sortir de son splendide isolement. Nous sommes nombreux pour qui la référence aux Grünen de RFA, rassemblant écologistes et alternatifs, est un choix politique et écologique. C'est pourquoi nous avons voulu être présents dans une liste sans exclusive aucune et qui sans doute est une des seules en France à mériter son titre : Alternative et écologie.

**N'OUBLIEZ PAS  
MEETING REGION PARISIENNE  
DE LA LCR  
MERCREDI 12 MARS, 20 HEURES  
MUTUALITE  
AVEC ALAIN KRIVINE**

**DIDIER  
CLAUDE**

**DIDIER CLAUDE EST  
MEMBRE DU BUREAU  
POLITIQUE DU PSU.  
DEPUIS SA RUPTURE  
AVEC LE  
GOUVERNEMENT, SON  
ORGANISATION  
TRAVAILLE A DES  
« CONVERGENCES  
ALTERNATIVES », IL  
NOUS DECRIT SON  
ITINERAIRE.**

**P**our nous, l'alternative c'est tout à la fois une orientation politique et une démarche. Orientation politique parce qu'il est aujourd'hui nécessaire de proposer, face à la droite et à ses extrêmes, une politique alternative à celle menée depuis 1981, alternative aux solutions social-démocrates ou bureaucratiques qui monopolisent encore l'idée du socialisme. Pour nous le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas.

Démarche parce qu'agir pour l'autogestion, agir pour une alternative politique nécessite une autre façon de faire de la politique, refusant la délégation de pouvoir, remettant en cause

le sectarisme, nos dogmes, mais aussi nos organisations.

Ces convergences existent dans une quarantaine de départements regroupant des militants politiques issus de la gauche, de l'extrême gauche ou de l'écologie, des féministes, des syndicalistes, des militants du cadre de vie ou se réclamant du combat des minorités nationales et de l'antiracisme. Chacune de ces convergences a sa propre spécificité. Elles peuvent être l'embryon de ce « mouvement alternatif » nécessaire à la transformation profonde de notre société. Pour cela, il faudra respecter un certain nombre de conditions : continuer le pluralisme et refuser toute pratique manipulateur ; respecter les rythmes de chaque collectif et ne pas imposer hâtivement de coordination centrale ; être suffisamment ouvert et attractif pour peser sur les débats et orientations de la gauche traditionnelle ; favoriser l'émergence d'un mouvement populaire et social sans lequel nous ne serons rien.



**MAYA  
SURDUTS**

**DU MLAC A LA MAISON  
DES FEMMES, MAYA  
SURDUTS EST UNE  
FIGURE DES LUTTES  
FEMINISTES DE CES  
DERNIERES ANNEES.  
LA RECHERCHE D'UNE  
CONVERGENCE, A  
GAUCHE DE LA  
GAUCHE, NE POUVAIT  
DONC LA LAISSER  
INDIFFERENTE.**

**A**priori, je ne peux qu'être favorable aux initiatives de ce type. Mais, en l'état actuel des choses, le projet politique me paraît très peu avancé et la jonction avec les féministes est inexistante.

L'histoire politique et sociale de ce pays, les traditions centralistes et jacobines donnent une place prépondérante à l'Etat. D'où une tendance des appareils politiques à reproduire des pratiques sectaires, de division extrême. Il ne reste, dès lors, que très peu d'espace pour des pratiques alternatives réelles.

Cela dit, je pense que cette démarche est une né-

cessité. Mais ce sera très long. L'activité au niveau de la base, des quartiers, des vies communautaires n'existe pas. Cela entraîne une certaine déresponsabilisation des gens. De surcroît, les appareils politiques ont occupé le terrain et n'ont laissé que très peu d'espace d'activité à la base. Cela se reflète d'ailleurs au niveau du féminisme. Il n'y a qu'en France que le mouvement a été aussi éclaté durant des années. Même si cela commence cependant à changer.

Nous sommes d'une certaine manière dans une phase de rejet des pratiques politiciennes dont les gens sont exclus. Comme beaucoup, je suis atterée du vide politique auquel nous sommes confrontés. Mais personne n'a fait suffisamment la preuve qu'il pouvait faire autrement. Il faut montrer pratiquement d'autres voies. Car ce n'est pas seulement au niveau du discours que l'on peut convaincre les gens.



# FLEXIBILITE STORY...

*La loi sur la flexibilité, c'est une volonté de libéraliser l'utilisation de la durée du travail par le patronat.*

**T**out commence par voie contractuelle, le 17 juillet 1981. Le peuple de gauche, en congés payés, ne sait pas encore que l'acte I de la flexibilité est contresigné par le CNPF, la CGC, la CFDT, FO et la CFTC. Les termes du protocole sont appelés à faire école. Sont introduits, dès le lendemain du 10 mai : la possibilité de moduler annuellement la durée légale hebdomadaire (ramenée à 39 heures), un contingent d'heures supplémentaires non soumises à autorisation de l'inspection du travail, le travail les vendredis, samedis, dimanches, la suppression des

**Les travailleurs vont maintenant être confrontés à la volonté patronale de pousser l'avantage.**



équipes chevauchantes (acquises par la grève générale de mai-juin 1936), l'augmentation de la durée légale du travail de nuit des femmes, la possibilité d'accords dérogeant à la législation commune du Code du travail.

Deuxième étape de la flexibilité, l'ordonnance du 16 janvier 1982, émise par le gouvernement Mauroy-Fiterman. Elle promulgue la plupart des points du protocole du 17 juillet. Le texte de cette ordonnance précise que « le gouvernement souhaite par ailleurs que les salariés en continu, soumis à des travaux pénibles, attei-

gnent dès le 31 décembre 1983 une durée hebdomadaire de 35 heures ». Paroles, paroles, paroles...

Ce sont les lois Auroux, et singulièrement celle du 13 novembre 1982, qui vont ouvrir en grand la porte des accords sauvages, à la limite de la légalité, qui serviront de prétexte à la loi votée aujourd'hui. Ainsi, la loi Auroux du 13 novembre 1982 confère aux syndicats représentatifs le droit de signer des accords dérogeant à la législation ou aux accords antérieurs. Dès lors, selon les rapports de forces à l'entreprise, le patronat a pu, grâce à cette loi, moyennant un chantage aux licenciements, multiplier les accords sur la flexibilité sans attendre que le Parlement légifère. La légalisation par les lois Auroux de l'illégalité n'était que la fille du protocole de juillet 1981.

Troisième temps que le gouvernement voulait conventionnel, le protocole du 16 décembre 1984. Il capota *in extremis*, sous la pression des organisations confédérées à FO, ou à la CFDT, et en raison du refus de la CGT. Ce protocole mort-né voulait à la fois lâcher la bride sur le cou du temps de travail, supprimer l'autorisation administrative de licenciement, accélérer les procédures de licenciement, ouvrir une voie sans obstacle au temps partiel.

Un projet ambitieux qui témoignait de la hardiesse d'un patronat libre de toute contrainte gouvernementale, bénéficiant d'un bon rapport de forces.

L'échec du protocole de décembre 1984 n'affecte pas la marche en avant de la flexibilité. Le rapport commandé par le gouvernement au PDG de L'Oréal, François Dalle, montre comment lier gains de productivité, licenciements et aménagement du temps de travail dans l'automobile. Un an plus tard, Dominique Taddei lâche son mandat de député pour confectionner un rapport, également sur ordre gouvernemental, qui embrassera cette fois toute l'économie. Ce rapport enfantera la loi actuelle sur la flexibilité, même si certaines tournures quelque peu audacieuses, concernant notamment le travail dominical, ont été édulcorées.

De juillet 1981 à février 1986, la législature de la gauche élue le 10 mai a été marquée par cette marche à la flexibilité. La loi, passée à quelques jours du 16 mars, est bien une loi de gauche, de cette gauche-là, qui n'a eu de cesse de mettre son pouvoir légal au service volontaire du patronat. En cinq ans, la gauche majoritaire au Parlement a plus fait contre les acquis de la législation sociale que la droite de Giscard et Barre.

Jean Lantier

## FIN DE 10 MAI

La loi sur la flexibilité, adoptée par carence de motion de censure contre le gouvernement, est pratiquement une loi *post-mortem* pour la gauche.

La symphonie de la cohabitation, pour l'instant inachevée, se joue à l'entreprise. L'idéal de la gauche est bien la cohabitation des intérêts patronaux et des intérêts ouvriers. Pas un seul des accords, reposant sur la recherche de gains de productivité, n'est favorable aux travailleurs. Par un accord qui n'omet de passer à la moulinette des acquis antérieurs. Les derniers accords rendus publics

possèdent un trait commun : nul besoin de demander l'avis des travailleurs, il suffit qu'un syndicat minoritaire contresigne le papier patronal. Ainsi, les brasseries Kronenbourg sont assujetties à un accord refusé par le syndicat majoritaire, la CFDT, et par la CGT. Les 2 700 salariés doivent désormais répondre aux impératifs de la mobilité interétablissements, par la grâce de la signature de FO et de la CGC, qui permet à la direction de supprimer ainsi 500 emplois dans les cinq ans à venir. Majoritaires ou non, favorables ou non à l'accord, les syndicats

sont de toute façon en fâcheuse posture. Le rapport de forces est tel que le chantage aux licenciements autorise le patron à obtenir ce qu'il veut, sans contrainte légale. Dans l'ensemble de l'industrie laitière, par exemple, la CFDT et FO ont admis que le temps partiel devait s'étendre, au point de devenir un travail intermittent, c'est-à-dire du temps partiel à durée indéterminée. Pire, le travail des femmes peut s'effectuer la nuit, à raison de 420 heures (60 nuits). L'étalement des congés, le travail posté, le travail à durée déterminée, les calculs impossibles des heures supplémentaires, les

clauses ébouriffantes de compensation salariale : autant de statuts salariaux passés à la tronçonneuse, atomisés en autant d'entreprises, d'ateliers. La CGT est elle-même affectée par la dispersion de la résistance à la flexibilité. Flaminare, entreprise de 60 salariés majoritaires dans la société anonyme, vient d'être affectée par un accord, contresigné par la CGT, qui autorise l'oscillation du temps de travail entre 32 et 44 heures.

La gauche finissante vient d'ouvrir les portes de la déréglementation au patronat.  
J. L.

## COURRIER DES LECTEURS

### VICHY D'HIER A AUJOURD'HUI

Après avoir lu l'article « Vichy 1940, Paris 1986 », une amie a consulté ses archives : la collection de l'Argus, journal des compagnies d'assurances, sous l'Occupation. On trouve notamment dans le numéro du 5 janvier 1941, dans un article intitulé « La grande œuvre du comité d'organisation des sociétés d'assurances et de capitalisation », la composition du comité en question dans lequel figure en bonne place « monsieur Giscard d'Estaing » représentant la société Le Phénix. Quelle était « la grande œuvre » du comité en question ? La Fédération des sociétés d'assurances, nous apprend l'Argus du 14 décembre 1941, « répondant à l'appel du Secours national, a accepté de collaborer (sic !) activement à la diffusion du portrait en couleurs de M. le maréchal Pétain... ». On lit dans le numéro du 16 mars 1941, rendant compte de la première réunion de la commission mixte franco-allemande des assurances, ces déclarations du président de la délégation française à son homologue allemand : « Ainsi, quelques mois après de durs combats, il nous est donné de recevoir les représentants d'une importante industrie du pays vainqueur (...) Il me semble d'ailleurs que l'assurance est un des meilleurs terrains d'entente entre nos pays (re-sic !). » Quelle ambiance ! (...)

P. M. (Paris)

### COMPARAISON SIMPLISTE

« Page 16 du numéro 1195, Flora Chénétier compare l'Unita à la "contra". L'image journalistique est déjà simpliste. Mais la rédactrice "aggrave son cas" en ne disant mot sur la réalité du régime angolais. De plus, il n'y a pas un mot de critique sur le rôle des Cubains dans ce pays.

Quelle que soit l'aide qu'ils ont apportée et qu'ils apportent, nous ne devons pas oublier qu'un des rôles des Cubains a été de stabiliser un régime bourgeois ; que le gouvernement angolais a "maté" les masses et détruit les embryons d'auto-organisation qui se développaient.

La solidarité internationale, face à l'impérialisme, ne doit pas nous faire gommer certaines réalités. Ne transformons pas notre combat en tiers-mondisme béat. (...)

D. E. (Paris)

● L'article « Tapis rouge pour l'Unita » n'avait pas pour but d'éclairer la réalité interne de l'Angola. Comme son surtitre l'indiquait — « Etats-Unis » — il voulait simplement informer sur la politique de Reagan à l'égard de cette partie de l'Afrique. Pourquoi Reagan recevait-il le leader de l'Unita comme un chef d'Etat ? Voilà la question à laquelle essayait de répondre cet article.



# DES WURTEMBERG A LA DYNASTIE PEUGEOT

Montbéliard, pays d'ouvriers. Et le réseau Peugeot qui contrôle tout.

□ De notre correspondant

Pour un jeune de Besançon, le « Pays de Montbéliard », c'est la zone, le « trou ». C'est le même département, mais il y a comme une frontière... L'ancien Comté indépendant de Montbéliard n'est rattaché à la France qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, on est passé de la domination absolue des ducs de Wurtemberg à la dynastie Peugeot...

## Un polype

« Un paysage indéchiffrable », écrit Jean-Paul Goux, écrivain chargé par « La Cité » (association culturelle du CE Peugeot, quand celui-ci était encore à majorité CGT-CFDT) d'écrire un livre-témoignage sur la mémoire ouvrière. « Une cité minuscule et vieillotte... plus une énorme usine qui prolifère comme un polype... plus des rangées de cités quadrillées comme un camp militaire... Plus d'immenses villages peuplés

comme une ville et soudés ensemble par un parking de grande surface... »

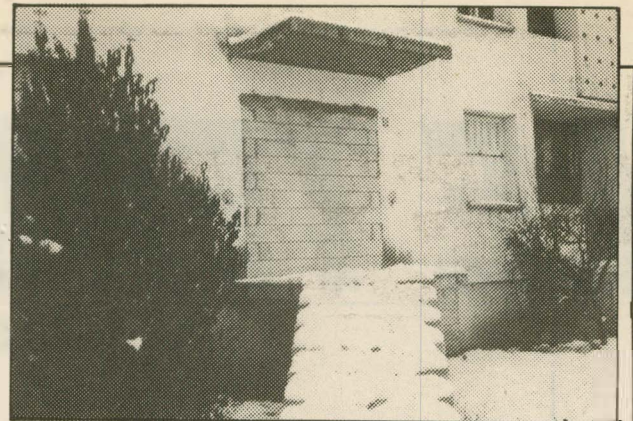
Le vrai centre du pays, c'est l'usine de Sochaux. Elle a atteint 42 000 ouvriers, la plus grosse de France. Ici la main-d'œuvre a toujours été la corne d'abondance du patronat. Venue des campagnes, du Jura et des Vosges, déracinés des quatre coins de France, immigrés italiens, polonais d'avant-guerre, puis Maghrébins, Yougoslaves, Portugais, Turcs. Attirés par « le boulot », le boum de l'auto. Une véritable ruée démographique, qui fait craquer les vieilles cités ouvrières, remplit les hôtels Peugeot, les foyers de transit, les HLM plantés en vrac. 75 % de la population active est dans l'industrie !

Un pays d'ouvriers donc, surtout d'OS sans qualification. Un pays où les femmes trouvent peu d'emplois. Ça économise des crèches ! Mais paradoxe : les ouvrières — plus de 10 % des effectifs — sont beaucoup plus nombreuses qu'à Billancourt ou Flins. Peugeot a su

aussi exploiter leur « dextérité ». Aujourd'hui, on les pousse dehors, par le système du mi-temps en « doublettes ». En carrosserie, cœur de l'usine, les militantes ouvrières tiennent bien leur place dans la vie syndicale. Mais il est difficile de garder l'expérience des luttes.

## Reconstruire

La grande difficulté, c'est de battre de vitesse le patronat. Le réseau Peugeot (usines, magasins, HLM, football, retraites...) contrôle la population vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au fur et à mesure des flux migratoires et des luttes, des générations militan-



Des immeubles murés, des quartiers qui se vident, des commerces et des classes qui ferment, le départ des immigrés tue la région...

tes se sont formées. Souvent même, les immigrés, ceux qui n'ont pas de racines ici, ont joué un grand rôle. G. Minazzi, PSU, fils d'immigré italien, a milité quarante ans dans l'usine, a été secrétaire de la CGT.

Avant (et après Mai 68), les militants quadrillaient les ateliers. Les chefs n'avaient pas la loi. Quand le délégué donnait l'ordre, ça débrayait ! Après on discutait... Alors le « système Peugeot » s'est mis en place, pour casser les militants. Non sans succès. Mais pendant la grève d'automne 1981, premier signal des luttes automobile de 1982-1984, on a vu des embryons de conseils d'ateliers.

Aujourd'hui, il faut reconstruire des liens avec les militants qui portent les expériences de luttes, quel que soit leur syndicat et leur itinéraire politique. En participant à un collectif de travail avec des militants PSU, Convergence autogestionnaire, immigrés, la LCR veut contribuer à cette tâche. Pas simple d'ailleurs,

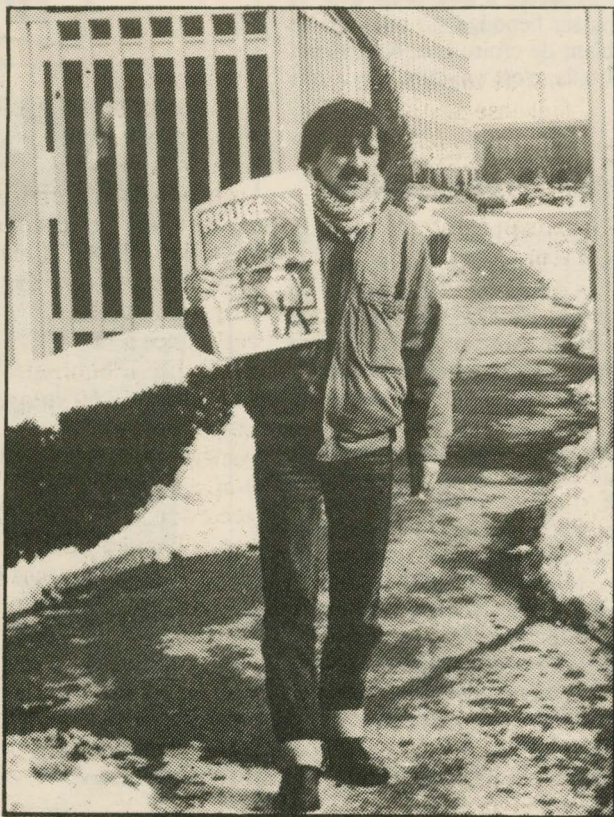
car « il n'y a plus de jeunes » ! Ils sont chômeurs ou tucards. Ils cherchent des « trucs » pour vivre... et font de la musique.

« Rock against Peugeot » ! Il n'y a plus d'avenir ici. « Les murs gris de Peugeot ont la même couleur que nos perspectives », dit un jeune « rocker ». Trente groupes de rock ont fleuri dans les caves et les quartiers en quelques années. Certains meurent, d'autres renaissent. Question de fric. Mais un véritable mouvement, porté par la jeunesse ouvrière, et qui fait du bruit de temps à autre, dans la cité des Princes. Faire fusionner cette révolte des quartiers avec la lutte dans l'usine : il y a du pain sur la planche pour les JCR et la LCR ! C'est d'ailleurs pourquoi Alain Krivine et Jean-Michel Maitre, tête de liste LCR dans le Doubs, ont animé une rencontre « jeunes » vendredi 21, à l'initiative des JCR, sur le thème « Vous avez dit politique ? »

Dominique Mezzi

## L'empire en chiffres

Automobiles Peugeot, cycles Peugeot, outillage Peugeot, à la fin des années soixante-dix, plus de 50 000 personnes étaient salariées du Lion. La firme sochaliennaise prend une dimension internationale en absorbant Citroën, puis Simca-Chrysler. Puis c'est la crise... la production diminue de 25 % en cinq ans. La productivité par contre est en hausse : accélération des cadences, restructuration des services, chasse aux temps morts, automatisation de certains ateliers... Les effectifs fondent de 15 000 postes de 1979 à aujourd'hui dans l'automobile, de plus de 2 000 dans les cycles, de plus de 3 000 dans les autres branches du trust. Depuis 1979 et l'arrêt de l'embauche, c'est le départ des travailleurs immigrés, les contrats FNE et ONI, sans oublier la « chasse aux sorcières » et les nombreux licenciements pour « faute grave ». Le centre de Sochaux compte aujourd'hui 26 000 salariés... Même si la direction n'a pas utilisé les mêmes méthodes qu'à Talbot-Poissy, ou Citroën-Aulnay. Calvet, le P-DG de la firme, a déjà annoncé 3 000 suppressions d'emplois jusqu'en 1989. Un nouveau contrat ONI est en place. Février 1986 renoue avec le chômage : trois jours. Vingt-quatre jours ont été chômés en 1985.



Jean-Michel Maitre, tête de liste de la LCR dans le Doubs, aux portes de l'usine Peugeot-Sochaux.

# LE DROIT DE RESTER

Le départ de mille six cents travailleurs immigrés a vidé le district urbain de six mille personnes. Les conséquences économiques et sociales sont déjà dramatiques.

Mille six cents travailleurs ont été chassés de Peugeot en 1985. Pardon, pas chassés, « incités au retour ». Mais incités avec une certaine fermeté. Les scores de Le Pen, le climat de racisme au quotidien sur les chaînes de l'usine, les tracts racistes dans les boîtes aux lettres, le climat politique, la crise... Tout cela a pesé sur la décision de ces mille six cents travailleurs, décision qui a vidé le district urbain de 6 000 personnes en quelques mois.

Maintenant, c'est l'heure des comptes. A l'usine, déjà, pas une seule embauche ! 1 600 départs = 1 600 suppressions d'emplois. Les conditions de travail se sont aggravées pour ceux qui restent, qu'ils soient français ou immigrés ! Les cages d'escaliers murées à Béthoncourt et Valentigney sont le symbole des quar-

tiers qui se vident. Les commerces périclitent. Des classes ferment. Des écoles sont menacées. Voilà la réponse à ceux dont le principal mot d'ordre est « dehors les immigrés ». Voilà le triste bilan de ceux qui se sont couchés devant les exigences patronales, qui se sont ingéniés à appliquer leur politique, de ceux qui laissent à Peugeot la liberté de négocier encore plusieurs centaines de départs par contrat ONI (Office national de l'immigration) pour l'année qui vient !

Pour autant, l'heure n'est pas à la résignation, à laisser partir, sans rien faire, nos camarades de travail, nos voisins, nos amis. Le Collectif pour l'égalité des droits qui regroupe trente-cinq associations sur le Pays de Montbéliard (CGT, CFDT, FEN, PS, PC, LCR, JCR, PSU, associations d'immigrés, ATMF,

UTIT, ATT, Stop racisme, ASTI, CIMADE, Commission municipale immigrés...) revendique le droit de rester pour les immigrés. Une campagne d'affiches va commencer pour faire pièce à celle du Front national... et des autres.

Mais cette question et celle de la lutte contre le racisme doivent être prises en main par l'ensemble des travailleurs. Le racisme ne tombe pas du ciel. Pour l'éliminer, il faut battre la crise, s'unir tous contre le chômage et le patron Peugeot. C'est pour préparer cela que les candidats de la LCR animeront une réunion publique sur le quartier des Buis à Valentigney, là où un travail antiraciste en profondeur a été mené depuis des années par l'Association des résidents, le vendredi 7 mars à 18 heures.

D. M.



# LE TEMPS PRESSE

Plus de 46 000 francs en une semaine. C'est bien, mais on est encore loin du compte !

<b>Fédé 93</b>	Arnold .....	20
Ed. Surv .....	Paul et Marianne .....	300
HP .....	Nadine,	
Micelle, psychologue	malgré François, envers	
HP de la ville d'Evrard .....	et contre Pierre .....	200
Christian, CTA Bobigny .....	Enseignants du secondaire .....	1 170
Philippe, CTA Bobigny .....	Sécurité sociale .....	400
Gilbert, CTA Bobigny .....	Ed. Surv .....	560
Arnold, CTA Bobigny .....	Paris VIII .....	750
Communaux .....		
RL Montreuil .....	<b>Anancy</b>	
Ville .....	Souscription .....	500
Avicenne .....	<b>Beauvais</b>	
Avicenne .....	Patrick,	
Papy, CTA Bobigny .....	un déçu de Chevènement .....	50
Denis .....	Morlaix	
Jean-François .....	Ville .....	500

<b>Fédé 92</b>	Levallois, « une guinche	
pour la révolution » .....		3 470
PY Thomson .....		30
Hispano .....		1 511
EL, INSEE .....		100
LC, INSEE .....		300
Ville de Malakoff .....		1 000
<b>Agen</b>		
Ville .....		1 000
<b>Fougères</b>		
Souscription .....		300
<b>Toulon</b>		
Ville .....		20
<b>Fédé 94</b>		
Rhône-Poulenc, Vitry .....		225
François Duang, retraité .....		1 000
Christian .....		100
Vente de sangria .....		410
LEP de Vitry .....		380
Orly .....		300
Martine, PTT Créteil .....		100
Meeting Vitry		
avec D. Bensaïd .....		410
Laurent du CHS		
de Villejuif .....		100
Eric du CHS de villejuif .....		100
Max du CHS de Villejuif .....		100
J.Paul du CHS de Villejuif .....		150
Tombola, Créteil .....		1 428
CLP, Créteil .....		150
Sympathisants de St-Maur .....		330
<b>Brest</b>		
Ville .....		570
<b>Chambéry</b>		
Gérard, Alsthom .....		60
Geneviève .....		150
Alain, EN .....		300
Monique .....		300
Alain,		
fonction publique .....		150
Joseph .....		350

<b>Vosges</b>		
Souscription nationale		
« pour la vraie gauche » .....		1 000
<b>Longwy</b>		
Ville .....		500
<b>Besançon</b>		
Jean-Marie .....		200
Marie .....		50
Joseph .....		50
Philippe .....		50
Gilles .....		90
Gaby .....		250
V.C. .....		100
M.P. .....		10
<b>Fédé des Yvelines</b>		
Michel de Renault Flins .....		400
Jacques de Renault Flins .....		200
Eric de Renault-Flins .....		150
Lucien de Renault-Flins .....		200
Philippe de Renault-Flins .....		130
Gérard de Renault-Flins .....		20
François de Renault-Flins .....		200
Marc L. de Trappes .....		190
Didier .....		175
Souscription .....		10 000
Driss Talbot .....		50
Mohamed, Talbot .....		50
Sympathisant, Talbot .....		100
Denis, Poissy .....		500
François, Trappes .....		350
Sympathisantes,		
Santé du 78 .....		100
<b>Blainville (Orne)</b>		
Luc, SNCF CGT .....		150
Etienne, enseignant .....		100
Roger PTT-CFDT .....		30
Catherine CFDT .....		50
Michel, CGT .....		50
<b>Caen</b>		
J-Marie .....		50
Catherine .....		60
Ginette .....		60
Eric .....		15
Enseignants, fac .....		1 035
<b>Limoges</b>		
Martine et Franck .....		200
Normaliens .....		100
Viviane et Jean-Paul .....		100
Roselyne, INSEE .....		50
Alain, INSEE .....		50
<b>Poitiers</b>		
Ville .....		780
Guéret .....		
Ville .....		1 000
M.P., « Pour un changement		

véritable » .....	200
<b>Individuels</b>	
Librairie « La Brèche »,	
Paris .....	200
Ali .....	115
« Pour la campagne » .....	500
A.R. SNCF PSL .....	400
« Non au sectarisme des directions	
qui divise, paralyse, démoralise,	
je n'... plus avec LO .....	100
Robert P.: « Je soutiens	
tous les démocrates » .....	100
Bouffe Roto .....	2 950
Guillaume .....	100
Christophe de Pau .....	200
<b>Montbéliard</b>	
Les amis de C .....	500
Divers .....	34
Divers Mulhouse .....	9
<b>Total .....</b>	<b>45 937</b>
<b>Total précédent ...</b>	<b>1 433 319,40</b>
<b>Nouveau total ...</b>	<b>1 479 256,40</b>

<b>Lyon</b>	
Détails de la liste du 27.02.86	
Denis, PTT .....	400
Eliane et Jean-Philippe	
HP Vinatier .....	400
Louis .....	20
Bernard, HP Vinatier .....	60
Poulou, instit FGA	
« Pour une liste unitaire » .....	100
Patrick du « 92 » .....	200
Ville .....	500
Odile .....	200
Florence .....	90
Marc .....	60
Guy .....	150
Marie-Claire .....	100
Mireille .....	60
Charlot .....	20
Aline de Châlons .....	20
86: « Smezz	
à l'extrême gauche » .....	1 000
<b>Montbéliard</b>	
Détails de la liste du 20.02.86	
Educateur .....	50
OS Peugeot .....	30
Sympathisante .....	100
Un vieux copain d'Auxerre .....	200
Sympathisante .....	100
Hôpital .....	100
Donné au meeting .....	268
<b>Mulhouse</b>	
F. et F., Hôpital .....	600
Travailleurs	
Peugeot-Mulhouse .....	120
X .....	100
3 sympathisants .....	200
<b>Belfort</b>	
Trop perçu Rouge .....	16
Daniel .....	100
Divers .....	16

Une autre voix pour mars 86

**N'oubliez pas MEETING REGION PARISIENNE DE LA LCR MERCREDI 12 MARS 20 HEURES MUTUALITE AVEC ALAIN KRIVINE**

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISES

16 mars

**Votez LCR !**

Avant le 16 mars, le combat entre la droite et la gauche devrait être acharné. Eh bien non, ils s'acharnent à parler cohabitation, c'est-à-dire comment la gauche présidentielle et la droite parlementaire vont gouverner ensemble. On a beau leur dire, à tous ces politiciens, que ce qui nous intéresse, c'est la manière de vaincre le chômage, eux nous parlent de leurs sièges au Parlement.

Ils ne peuvent même pas nous promettre que demain ils raseront gratis, ils nous rasent déjà.

**Alors, le 16 mars, votez pour vos intérêts**

S'en remettre aux politiciens habituels, franchement, ce n'est pas réaliste. Une fois les élections passées, tout le monde le sait, ils prennent leurs habitudes au Parlement, et l'électeur, ce « cochon de votant », sera oublié... jusqu'au prochain scrutin.

Alors, ce cirque électoral, merci bien. Tout n'est qu'hypocrisie. Car si la campagne électorale est ennuyeuse, c'est que sur le fond la droite libérale et la gauche socialiste sont d'accord: la cohabitation est possible parce que toutes deux s'entendent à faire payer la crise aux travailleurs. Ce que la gauche a fait, la droite veut le continuer, en pire.

Pourtant, le PS nous dit: « Pour battre la droite, votez Mitterrand. » Nous, on a déjà donné! Le 10 mai 1981, nous avons tout fait pour battre la droite. La gauche a tout eu entre les mains, comme jamais dans son histoire: le président, le Parlement, le gouvernement. Qu'en a-t-elle fait? Une politique d'austérité qui ramène sûrement la droite au pouvoir. Et il faudrait

recommencer? Il faudrait croire la fable du PS qui dit que voter pour la majorité « de progrès » derrière Mitterrand, c'est un moyen de battre la droite? Mais précisément, Mitterrand s'appête à gouverner avec la droite. Pas question de passer l'éponge sur cinq ans de trahisons en faisant semblant de croire que, finalement, cette gauche qui nous a trahis, c'est toujours mieux que la droite.

**Le 16 mars, votez révolutionnaire**

Non, mille fois non! Le choix du 16 mars n'est pas entre le pire, la droite et Le Pen, et le moins pire, la gauche. Le 16 mars, il n'y a qu'un tour. Ce n'est pas un deuxième tour, comme avant, c'est un tour unique où l'on doit voter pour ce qu'on pense, ce qu'on défend tous les jours, ses intérêts, sans se prêter aux calculs politiques qui se retournent toujours contre les travailleurs.

Sortir du dilemme, comment voter contre la droite sans cautionner l'austérité de gauche, le 16 mars c'est possible en votant LCR. Le vote LCR, c'est refuser l'austérité et le chômage, d'où qu'ils viennent. Le vote LCR, c'est dire en même temps que les intérêts des travailleurs sont une chose trop sérieuse pour les confier à cette gauche, PS et PCF, responsable du gâchis du 10 mai. Le vote LCR, c'est se prononcer pour unir, rassembler celles et ceux qui ne baissent pas les bras devant la crise et le chômage, et qui veulent construire ensemble une force unitaire anticapitaliste, une vraie et nouvelle gauche par et pour les travailleurs.

Alors, le 16 mars, votez LCR. Votez pour les listes qu'elle soutient.

Une autre voix pour mars 86

## Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Action française de la IV<sup>e</sup> Internationale) n° 50 mars 86/14f

**Sommaire**

- 16 mars 1986, mode d'emploi
- Femmes et travail de nuit
- LE CHOMAGE, UN MAL DONT IL FAUT GUERIR**
- Apartheid: le capitalisme à la sud-africaine
- Lutte ouvrière et la IV<sup>e</sup> Internationale (Un échange de correspondances)
- L'art et la révolution (Un entretien avec Matta)



# LE COUP QU'ILS PRÉPARAIENT

Nouvelles accusations

C'est bien une mini-OAS qui s'organise en Kanaky. Nous révélons cette semaine l'opération qu'elle projetait pour libérer les assassins de Hienghène.

Peu après nos révélations des « notes confidentielles » manuscrites relatant les procès-verbaux de réunions d'une milice de colons de la région de La Foa (voir Rouge du 27 février), la police a opéré plusieurs perquisitions dans les milieux de la droite calédonienne. Parmi les personnes interpellées, l'une d'entre elles, Florian Lapetite, a été gardée à vue pendant vingt-quatre heures.

Cet enseignant de l'enseignement privé catholique, dont les initiales (F. L.) apparaissent dans le document que nous avons déjà publié, a été soupçonné par la police d'être l'auteur de ces « notes confidentielles ». Florian Lapetite est le neveu de Raoul Lapetite, l'un des inculpés de l'assassinat de dix Kanaks à Hienghène le 5 décembre 1984, lors d'une embuscade tendue à des militants du FLNKS. Nous publions cette semaine un nouveau document attestant des plans séditieux de cette mini-OAS.

Ces notes manuscrites se présentent sous la même forme que celles que nous avons déjà publiées. Elles constituent le plan détaillé d'une opération de type militaire destinée à faire évader des prisonniers, probablement les assassins de Hienghène, de la prison du Camp-Est.

## Le plan Chériff

Sous le titre de « Plan Chériff, mot de passe scorpion », ce texte précise en effet : « Prévoir manif sur Camp-Est, 5 000 personnes ou plus, avec la brousse, 4 gardiens européens, 2 très sûrs. Faire attention : les gardes noirs, une partie pas dangereux. » L'évacuation des fugitifs est prévue « par bateau de nuit vers Bourraqué ou Bourail, chez Vi-doine, Gouaro [plage de Bourail, NDLR] ».

L'auteur de ces lignes affirme même : « A Bourraqué, j'ai une petite maison avec eau. Prévoir ravitaillement, conserves et pain complet. » La véritable planque des évadés est toujours prévue ailleurs : « chez Jean-Louis Cordie ou De-

bien, Ouaco, Temala ». De bien est le premier adjoint au maire de Voh, plus connu sous le sobriquet de « Poupoune ».

Pour réaliser cette opération, il est également envisagé de « contacter commando GAC Mont-Doré. Armes, munitions. Morini, le comité de Bourelly. Finances matériel ». Ces dernières lignes confirment l'existence d'autres structures de type commando dans la zone de Nouméa. On voit de nouveau apparaître le nom de Henri Morini, responsable du service d'ordre du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (formation issue du RPR). Cet ancien militaire a déjà été impliqué dans de nombreuses actions illégales. Dès qu'il s'agit de contacter les activistes de Nouméa, il semble que les colons de La Foa s'empres-sent de penser à Morini.

Le comité auquel il est fait référence est celui qui a été constitué notamment par Claude Bourrelly pour soutenir et défendre les assassins de Hienghène (voir ci-contre). Son association à ce projet atteste de l'objectif visé : libérer les personnes inculpées pour ce meurtre de dix Kanaks.

## UN ÉTRANGE COMITÉ

Le comité fondé par Claude Bourrelly se fixe comme objectif d'aider à la défense de Mitride, de Lapetite, de ses quatre fils et de Sineimene, qui sont inculpés pour l'assassinat de dix Kanaks lors d'une véritable embuscade tendue à des militants du FLNKS le 5 décembre 1984. Leur avocat, Georges Chate-nay, est connu pour ses positions d'extrême droite. Il fut en effet le fondateur du Parti national calédonien, formation prônant une indépendance blanche à la rhodésienne. Georges Chatenay n'hésitait pas à couvrir ce crime en déclarant : « Il était presque fatal que ces incidents fâcheux et fort regrettables arrivent. » Henri-René Garaud, fondateur de l'association Légime Défense et ancien avocat de Dominique Canon lorsque ce dernier était soupçonné du meurtre du dirigeant indépendantiste Pierre Declercq en 1981, participe aussi à la défense des inculpés.

Les assassins de Hienghène bénéficient d'une véritable image de héros dans la droite coloniale. Leur comité de

soutien, auquel participent des activistes d'extrême droite comme Michel Reuillard, membre du Front calédonien, les présentait en octobre dernier comme des « hommes qui n'ont fait que se défendre... Ces sept patriotes calédoniens attendent un procès qui est celui du lâche abandon par la France de ses fils ». Dans le même style, ADG les décrit dans Minute du 21 février dernier comme « ceux qui osèrent s'opposer les armes à la main aux pillards et incendiaires canaques ». Si cela n'est pas un appel au meurtre...

Le comité de soutien écrivait en novembre dernier : « Tout projet pour une quelconque action en faveur des personnes emprisonnées devra impérativement être communiqué au comité. » Les responsables de ce comité auraient-ils donc été contactés par le commando de La Foa et avisés de son projet ? L'auraient-ils été également lorsque l'attentat contre le palais de justice a été revendiqué au nom de la libération des assassins de Hienghène ?

R. D.

Le commando affirme être doté de « 7 fusils 243-300 cal. 12/16 plus un 5/5, plus munitions, déjà une partie à la brousse ». La protection de l'équipée sur Nouméa devait être à la charge des dénommés « Albert, Erick-Robert, Raymond », prénoms dont nous n'avons pas encore pu trouver la paternité. Quant aux médicaments, il faut « voir

mon copain Théo Tonnelier », qui est pharmacien à Nouméa.

## Qui est Serge ?

Ces notes sont adressées à « Serge ou sa femme ou son frère, Akim, Flo, Christian ». Flo pourrait être le diminutif de Florian Lapetite déjà cité dans l'autre document.

Quant à Serge, il se pourrait bien qu'il s'agisse de Serge Vanhalle, activiste bien connu de la droite coloniale qui était décrit, dans le Monde du 9 août 1985, comme « l'un des "sergents recruteurs" du RPCR, chargés de constituer les troupes de choc utilisées par les anti-indépendantistes et par le gouvernement territorial dans les manifestations, ou plus généralement les opérations de "sécurité", décidées par le gouvernement territorial ».

Tout cela ne constitue qu'une partie de l'iceberg. Il n'est pas douteux que de véritables milices s'organisent en Nouvelle-Calédonie depuis des mois et presque en toute impunité.

Raphaël Duffleaux

## CONCORDANCES...

Les « notes confidentielles » publiées dans notre dernier numéro désignent de nombreuses cibles précises, certaines ayant déjà fait l'objet d'attentats. Au point qu'on ne peut pas se contenter d'y voir de simples coïncidences.

On peut ainsi lire dans ces notes : « détruire le siège de Bwenando ». Cela fut tenté par un attentat à l'explosif en novembre dernier. On trouve également : « sauter local de l'USTKE », avec la mention « OK ». Or, ce local a été brûlé lors des émeutes de Nouméa en janvier 1985. Quant à l'« opération DEC, sce des contribuables, CO du festival », ne peut-on la rapprocher de l'attentat à l'explosif dont le service des contributions vient d'être

victime au mois de février ? La mention « véhicules piégés » fait immédiatement penser à la destruction, en plein jour, dans un parking de Nouméa, de la voiture de Norbert Caffa, membre de la direction du Parti socialiste de Kanaky (PSK) et du bureau politique du FLNKS, le 2 décembre 1985. « Palais de justice », dit encore le document. Celui-ci a été détruit par un second attentat à l'explosif début décembre 1985. Enfin, le « harcèlement en x points du Haussariat, épuiser les forces de l'ordre : engagement brefs et violents. Rompre le contact et reprendre plus loin » évoque tout à fait des émeutes factieuses de janvier 1985 à Nouméa.

Par Serge ou sa femme ou son frère Akim Flo Christian les chefs :

Contacté : [ ]  
 Commando GAC Mont-Doré : [ ]  
 Armes - Munitions : [ ]  
 Morini - le comité de Bourelly : [ ]  
 Finances matériel : [ ]

A 20 km c... 9 plus  
 Le gd. André Serge : [ ]  
 Nominé : [ ]  
 7 fusils 243-300 cal. 12/16 + 15/5 : [ ]  
 + munitions : [ ]  
 déjà une partie à la brousse : [ ]

6 pains solides pour : [ ]  
 Anti-démoplat 2x42.43 : [ ]  
 7 cartons à gaine : [ ]  
 7 cartons : [ ]  
 la brousse Allouards : [ ]  
 7 sacs et 6 des en toile : [ ]  
 simple et feraille : [ ]

Painier à bois - 1 plus par section : [ ]  
 2 pains à café - une obélisque : [ ]  
 (voir Albert) : [ ]  
 Erick Robert - Raymond : [ ]

Carb : [ ]

Painier si fait 2 genre d'un : [ ]

Plan de l'opération : [ ]  
 Prévoir manif sur Camp-Est 5000 personnes ou plus avec la brousse 4 gardiens européens 2 très sûrs faire attention les gardes noirs une partie pas dangereux

Un avaculaba par bateau de nuit vers Bourraqué ou Bourail chez Vi-doine Gouaro à Bourraqué j'ai une petite maison avec eau prévoir ravitaillement conserves et pain complet

Nature connue de l'indian chez Jean-Louis Cordie ou DEBIE N avec TEMALA

Médicaments : [ ]

A - Alpe  
 B - Anavo  
 C - Charly  
 D - [ ]  
 E - [ ]



## L'ASSASSINAT DE PALME

Etat de choc en Suède où les éditorialistes et les médias ne comprennent pas comment, dans un pays aussi « civilisé » que le leur, le Premier ministre peut être abattu en pleine rue. L'assassinat de Olof Palme a suscité un bel unanimisme à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Tiers mondisme convaincu, il avait fait un voyage remarqué au Nicaragua au moment où en 1984 des vedettes de la CIA posaient des mines dans les ports ; la Suède est par ailleurs le pays européen qui aide le plus le régime sandiniste. Les prises de position de Palme ont souvent été dures à l'égard des Etats-Unis et ce depuis la guerre du Vietnam. L'autre grand principe de la social-démocratie suédoise en matière de politique étrangère était et va certainement rester le neutralisme. Palme défendait la création d'une zone dénucléarisée en Scandinavie. Il devait bientôt se rendre en URSS pour

discuter des propositions de Gorbatchev où il voyait un net changement politique de la part des Soviétiques.

Le raz-de-marée d'éloges qui a salué sa disparition ne fait pas moins bon marché des difficultés que connaissent aujourd'hui les Suédois. Le fameux consensus social est quelque peu ébréché depuis que le gouvernement mène une politique d'austérité en 1982. De plus en plus de travailleurs comprennent mal que leur salaire soit bloqué quand les bénéfices augmentent sérieusement ; enfin, les immigrés commencent à ressentir les effets d'une xénophobie grandissante et jusqu'alors inconnue en Suède. Reste que l'attentat de vendredi dernier attend son explication et la police sceptique risque encore d'hésiter longtemps entre les revendications de la Fraction armée rouge, la piste de l'extrême droite yougoslave, celle d'un insensé...

## COURTS...

## ... METRAGES

### TCHAD L'OST ET LA LCR DENONCENT

Pour la quatrième fois en vingt ans, la France intervient militairement au Tchad pour protéger la clique actuellement au pouvoir, après en avoir soutenu beaucoup d'autres. L'opération « Epervier » s'accomplit à partir des bases françaises au Sénégal, au Gabon et en Centrafrique. C'est grâce à ce réseau de bases et de garnisons quadrillant l'Afrique, du Sénégal à l'île de la Réunion, à ce dispositif permanent de contrôle et de répression, que sont tenus à bout de bras des régimes dictatoriaux et corrompus.

L'importance du dispositif militaire est à relier aux intérêts économiques et politiques de l'impérialisme français en Afrique. Seule, ou en collaboration avec les Etats-Unis, la France est ainsi le gendarme de ses chasses gardées. C'est cela et non pas une prétendue « responsabilité naturelle » qui explique la politique de Paris en Afrique. Les intérêts impérialistes de la France ne sont pas ceux des travailleurs français ni ceux des peuples africains, qui font les frais de cette politique.

Prolongement de la colonisation, la présence militaire française constitue une intimidation permanente contre les aspirations des peuples à renverser les régimes mis en place lors de indépendances ou depuis. Pour les masses africaines, cette présence signifie la perpétuation de la misère, de la famine, de la prostitution, etc.

L'OST et la LCR dénoncent la nouvelle intervention militaire française au Tchad que la presse française soutient dans un élan chauvin et sur laquelle les chefs d'Etat africains présents au sommet francophone de Paris ont observé un silence touchant.

Elles dénoncent tous les ac-

cords de défense passés entre l'impérialisme français et les chefs d'Etat africains et appellent au retrait des troupes françaises du Tchad, au démantèlement de toutes les bases et au départ des troupes françaises d'Afrique. Organisation socialiste des travailleurs, Ligue communiste révolutionnaire (sections sénégalaise et française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il y a un an, l'Alternative cessait sa publication. La Nouvelle Alternative désire poursuivre les efforts d'informations et de soutien aux luttes démocratiques dans les pays d'Europe centrale et orientale comme en URSS. Abonnement (4 n° par an) 180 F. 15-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

La France socialiste a fourni près de 50 % de l'aide militaire qu'a reçue Hassan II pour mener la guerre contre le peuple sahraoui. Belle performance, quand on sait que dans son dernier livre, Réflexions sur la politique extérieure de la France, François Mitterrand ose rappeler son soutien à l'autodétermination des Sahraouis.

## PHILIPPINES : LES EXCLUS DU DROIT

Corazon Aquino n'entend pas changer d'amis. Elle l'a dit à un journal français récemment. Elle l'a prouvé en ce début de semaine. Le nouveau gouvernement qui a donné l'ordre de libérer 480 prisonniers s'est bien gardé en revanche d'élargir les quatre dirigeants du parti communiste et de la guérilla.

L'un d'entre eux, Sison, a de sa prison déclaré que la guérilla ne s'arrêtera que lorsque la réforme agraire sera mise en route. Et de fait, lundi dernier, le premier affrontement sérieux s'est produit entre la guérilla et le nouveau régime. Une soixantaine de maquisards de la Nouvelle Armée du peuple ont tenu une embuscade à une patrouille de sécurité dans la province du centre.

La réforme agraire n'est cependant pas à l'ordre du jour immédiat de Corazon Aquino dont le programme économique n'a jamais été explicite. Cory pour l'heure s'occupe des droits de l'homme. Devant plus de deux millions de personnes, dimanche, elle a annoncé le rétablissement de l'*habeas corpus* supprimé par Marcos en 1981 et a appelé la population à former des comités de base non seulement pour lutter contre les partisans de Marcos qui circulent armés dans certaines régions mais aussi pour surveiller tous ceux qui gouvernent afin d'éviter que d'aucuns retombent dans les erreurs du passé. Il y a en effet au sein du gouvernement Aquino des ministres qui ont servi le dictateur.

### NICARAGUA : B.-H. L.KO

Une émission honnête sur le Nicaragua, cela faisait bien longtemps qu'on n'en avait pas vue à la télévision. « Résistant », de Bernard Langlois, a montré jeudi 25 février, ce que les médias cachent d'habitude. Des élections aussi libres et démocratiques qu'il était possible en novembre 1984, une réforme agraire qui donne la terre et les armes au peuple, et une sale guerre menée par les Etats-Unis.

La guerre : « L'hypothèse fondamentale pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans le pays, même si parfois elle ne peut tout expliquer. » Le reportage a montré les massacres de civils par la contra, les instructeurs nord-américains au Honduras, les lobbies guerriers au Congrès des Etats-Unis. On a pu entendre les dirigeants sandinistes parler des difficultés, des contradictions, face à la hiérarchie catholique et à *La Prensa* qui mènent la guerre à l'intérieur.

Enfin, on a vu le piétre visage de Bernard-Henri Levy, qui milite pour la guerre de Reagan, bien que sa signature au bas de l'appel de l'Internationale de la résistance le gêne un peu à présent. Son verbiage sur les droits de l'homme pesait bien peu face au reportage patissant sur les maladroites, les erreurs commises, et sur les causes de l'état d'urgence. Enfin, Jean Ziegler a pu lui rétorquer qu'il n'avait pas mis les pieds au Nicaragua durant les élections et qu'il parlait de ce qu'il ne connaissait pas...

## COURTS... ... METRAGES

### ANTOINETTE L'ACCUSATRICE ACCUSEE

Quand on dénonce les pratiques de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, on risque un procès pour diffamation. Rien de moins ! C'est ce qui arrive au mensuel *Antoinette*, journal des femmes de la CGT. L'article incriminé est paru en janvier 1984 et la journaliste y relatait les atteintes à la dignité qu'avaient subies les employées d'un bureau de poste de la région parisienne. Dans ce centre, deux chefs du personnel faisaient des offres d'aide très personnalisées aux nouvelles venues en attente de titularisation. Aujourd'hui se retrouvent au banc des accusés non pas les chefs de service mis en cause mais le journal, les employées qui ont témoigné, et la fédération PTT de la CGT. Coup double donc pour la justice qui s'attaque ainsi non seulement aux droits des femmes mais aussi au droit des syndicats à intervenir en défense des salariées victimes de ce type d'agression.

### ECOLE UN COLLECTIF CONTRE L'INSPECTION

Le premier colloque contre l'inspection et la notation s'est tenu le week-end des 15 et 16 février à Belfort (90). Plus d'un vingtain de départements étaient présents, soit sous forme de collectifs, soit en tant que syndicats SGEN départementaux ou régionaux, soit en tant que groupes départementaux Ecole émancipée, soit en tant que Mouvement pédagogique (ICEM). Le débat s'est ouvert : quelles actions mener, quelles perspectives pour le mouvement, faut-il mettre un autre système d'évaluation à la place de l'inspection, lequel ? Les décisions prises : poursuivre, coordonner et développer le mouvement ; impulser des initiatives locales et nationales pour aboutir ; adopter et diffuser une plate-forme commune pour mobiliser largement les personnels de l'Education nationale. Une coordination nationale a été mise en place, qui va diffuser un bulletin de liaison. Pour tout contact : Collectif des cents, 2, rue Mielleff-Offemont, 90300 Valdoie.

Deux militants du comité unitaire anticariste du 19<sup>e</sup> arrondissement se sont faits agresser et bomber à l'acide par deux nerfs du Front national en plein milieu du marché de la place des Fêtes dimanche dernier. Un tract unitaire de protestation contre ces agissements dans la logique des appels à la haine de Le Pen sera distribué dimanche prochain dans le 19<sup>e</sup>. La LCR et la liste Alternative 86 Paris soutiennent totalement cette initiative.

### PARIS-BAGDAD EXPULSIONS ET EMBROUILLE ?

Que cache donc l'expulsion intertempiste le 19 février dernier de deux opposants irakiens ? Arrêtés le 12 février dernier dans le cadre des mesures antiterroristes, Hamza Fawzy et Hassan Kheireddine ont été une semaine plus tard remis aux autorités irakiennes sans autre forme de procès. Or, ces deux militants qui appartiennent au mouvement chrétien islamique opposé au régime de Bagdad risquent la peine de mort. L'ambassadeur irakien en France a eu beau démentir les informations d'Amnesty International selon lesquelles l'un d'entre eux avait déjà été exécuté, le sort des deux opposants reste inquiétant dans un pays réputé pour bafouer les libertés élémentaires. La Fédération internationale des droits de l'homme et l'association France-travail exigent des éclaircissements sur les raisons de ces graves expulsions.

### SILENCIEUSES, ABUSEES, RESIGNEES : JAMAIS

Chaque mois, Bernard Tapie propose aux jeunes filles BCBG, dans un jeu télévisé, de prendre leur avenir en main en créant des entreprises. Chaque semaine, Berlusconi fait élire des Miss France, gloires éphémères d'un machisme qu'on avait rêvé révolu. Chaque jour, Yvette Roudy, sur de grands panneaux publicitaires, promet à des jeunes filles en fleur des formations d'avenir. A les croire, les femmes auraient déjà « la moitié du ciel ».

Ils ne disent pas — campagne électorale oblige — que par exemple les enseignants n'ont aucune orientation

en CAP débouchant sur un emploi à proposer aux jeunes filles. Ils ne disent pas que ni Georgina Dufoux — qui tente de réduire la qualité de l'accueil dans les crèches — ni les autres n'ont tenu leurs promesses concernant les équipements collectifs.

Ils veulent les femmes au foyer pour repeupler la France, et devant notre obstination à travailler, ils expérimentent d'abord sur notre dos tous les ressorts de la flexibilité. Sur le papier nous aurions l'égalité professionnelle : avec les temps partiels, intérim, et autres secteurs féminins, nous sommes une main-d'œuvre d'appoint. Sur le

## AUTOMOBILE NOUVEAUX DEGRAISSAGES

Renault et Citroën accélèrent les dégraissages avant les législatives. La Régie a annoncé quatre mille suppressions d'emplois pour cette année. Les deux premiers établissements visés sont Billancourt où la direction veut provoquer 1 500 départs volontaires avant le 1<sup>er</sup> juin 1986 et Cléon, où 750 postes devront disparaître, soit 250 de plus que ceux annoncés en octobre 1985.

Décidément, le tonneau de licenciements n'a pas plus de fond que les patrons de scrupules. Les premiers à franchir la porte sont bien sûr les plus âgés et les immigrés. Départ en pré-retraite, aide volontaire au retour, allocation de reconversion pour les « volontaires » du chômage. Reste que la plupart des départs seront des licenciements purs et simples.

Côté Citroën, 458 suppressions d'emplois ont été annoncées. Elles concernent des postes d'employés, de techniciens et d'agents de maîtrise. Citroën estimant que les dépensés en pré-retraite sont trop coûteux veut favoriser les aides au départ volontaire. La direction « offrira » en outre deux mois de salaire aux employés qui accepteront un congé sans solde ou un temps partiel. Ce cadeau royal est destiné surtout aux employés dont la direction estime un peu vite que le salaire n'est jamais qu'un complément de ressources dans le ménage.

L'institut prophylactique dentaire infantile emploie cent-vingt personnes à Paris. L'administration voulait réorganiser les horaires en restaurant le travail en deux équipes et le travail le samedi pour ceux qui ne le faisaient pas déjà. La CGT et la CFDT ont appelé collectivement à une assemblée générale du personnel. La grève a été décidée et le personnel a occupé massivement les locaux de la Sicca, rue de Dunkerque, pendant un conseil d'administration. L'ajournement des mesures et l'ouverture de négociations ont été obtenus.

## A EN PLEURER

### TAPISSERIES

En France, on a plus de gauche, mais on a des ambitions. En tout cas, moi j'ai une ambition énorme : c'est de voir un jour Bernard Tapie ravalier son micro, on entendrait « glurps » en direct, et l'émission s'arrêterait. C'est méchant, d'accord. Mais faut savoir : c'est la loi de la jungle ou ça l'est pas. Si on joue à fond la création d'entreprises, moi j'ouvre une pompe funèbre Leclerc avec service après-vente Darty, et commandes sur Minitel. Cela s'appellera « Au bon accueil », exclusivement réservé aux entreprises défuntes. Ou bien « Les pompes funèbres du cœur », ouvertes à tous les « déjeûs de l'entreprise ». Enfin, un marché de gauche !

Je vous entend déjà : « Quel rabat-joie, ce Jean-son, c'est tellement formidable de créer une entreprise, quelle aventure ! » Vous avez raison : le Paris-Dakar, à côté, c'est rien. Le capitalisme c'est plutôt Paris-Dallas, sans billet de retour, et bonjour ton univers impitoyable. Alors, bon voyage, mais moi je suis pas partant. Je reste avec la France qui perd. On s'en fout... parce qu'on compte pas les points !

Tapie, il veut toujours compter : il faut qu'il y ait un gagnant et un perdant, parce que s'il n'y avait pas de perdants, lui, Tapie, n'aurait jamais gagné. Simple et pratique comme philosophie, non ? Il paraît que le PS la découvre aujourd'hui : il aurait dû me demander plus tôt, on me l'a enseigné à l'armée, avec des mots plus proches de la ceinture du peuple, mais le même fond (de culotte).

Vraiment, ne loupez plus les Tapisseries télévisées. Pour vous dire, le mec le plus à gauche dans l'émission, c'est Jean Boissonnat de *l'Expansion* : il a osé dire qu'on pouvait être libre et indépendant sans être chef d'entreprise ; si on ne le connaissait pas, on l'aurait pris pour un extrémiste.

Comme dit l'autre, « le 16 mars, on continue » : c'est sûr, mais sans moi.

Nicolas Jeanson

Le professeur Malinas, qui dirige la campagne contre l'avortement avec le film le « Cri silencieux », a laissé paraître dans sa revue, *la Pratique médicale*, du 3 septembre 1983, un article bien contradictoire. L'auteur du papier explique très précisément que le fœtus ne peut rien entendre. En revanche, nous dit le film, il est capable de souffrir au moment de l'IVG. Décidément, la nature serait curieusement faite...

La liste alternative du Val-d'Oise Convergence 95 qui se présente aux régionales organise un gala de soutien le mercredi 11 mars avec Djamel Allam, Raina Rai et Brabim Izri. Rendez-vous à Argenteuil à partir de 19 h 00 salle Jean Vilar.

La liste Périgord-Alternatives organise deux débats. Le samedi 8 mars, à Sarlat, avec Daniel Richter et Ignace Garay. Le lundi 10 mars, à Périgueux (salle des fêtes de Coulonieix Chamiers) avec Georges Labica.

Hydromel. Permanence solidarité femmes entre elles de la Maison des femmes, Mouvement français pour le planning familial (région parisienne), Mouvement jeunes femmes, Collectif contre le viol, Comité parisien de la Coordination européenne des femmes, Commission « travail salarié-travail domestique », Comité démocratique des femmes d'Iran, MODEFEN, Collectif de femmes chiliennes, Association halte aide aux femmes battues, Collectif féministe contre la militarisation de la société, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Groupe Clara-Zetkin, Résistance internationale des femmes à la guerre, *Cahiers du féminisme*, secteur femmes du PSU, secteur Luites de femmes du PS, groupe féministe du 14<sup>e</sup>.

Oui, le 8 Mars, nous ne nous tairons pas ! Nous avons notre mot à dire, personne ne le fera à notre place, ni résignées, ni abusées, nous manifesterons nos exigences. A Paris, ce sera dans la rue, à 14 h 30, place de la République.

La manifestation est appelée par : GRIEF, Collectif féministe contre le racisme, MIEL,

Elle est soutenue par l'Union régionale parisienne CFDT, par SOS-Racisme.

## COURTS...



## ... METRAGES

### UNE SEMAINE DANS LES INTEMPERIES

Glaciale, la semaine d'Alain Krivine. Le 25 mars, notre camarade était au Mans où il assistait notamment à une réunion dans le cadre du comité d'entreprise de Renault. Un véritable événement sur cette entreprise de la Régie qui n'avait jamais vu un dirigeant révolutionnaire venir débattre librement à l'intérieur de ses murs. En dépit de la présence de la direction locale de la CGT qui, à l'entrée de la salle, répétait les participants, quelques travailleurs participèrent au débat auquel prit d'ailleurs part un militant du PCF.

Le soir, notre camarade était à Rennes, pour un meeting de la section locale de la Ligue. Malgré un climat sibérien, cent-dix personnes s'y retrouvèrent. Une large partie de la discussion porta sur les raisons de notre soutien aux listes Vivre et décider en Bretagne.

Mercredi 26 mars, à Tours, les conditions atmosphériques étaient si mauvaises qu'un instant notre section songea à annuler la réunion prévue en soirée. Il faut dire que la couche de glace recouvrant les trottoirs interdisait pratiquement la circulation des piétons. Pourtant, soixante habitants courageux se déplacèrent. Dans cette ville où la section locale des JCR se montre très active parmi les jeunes sans emploi, une grande partie du débat porta sur le chômage.

Vendredi 28 février, ils étaient deux cents à Bordeaux. Parmi eux, de nombreux travailleurs des principales entreprises de la région. Avant Alain Krivine, Alain Remonville et un représentant du FLNKS prirent la parole dans cette soirée qui fut incontestablement l'une des plus chaleureuses de la campagne.

La semaine d'Alain s'acheva dans le Lot-et-Garonne où notre camarade Ignace Garay conduisit une liste unitaire aux législatives. Le 1<sup>er</sup> mars, il tenait en effet un meeting à Ville-neuve-sur-Lot. En ce début de week-end, on attendait trente personnes. Il en vint soixante-dix, dont beaucoup de jeunes et notamment de jeunes immigrés.

### LA LISTE DES MEETINGS

Jeudi 6 mars : Caen.  
Vendredi 7 mars : Les Mureaux.  
Samedi 8 mars : Dunkerque, Arras et Lille (Banquet).  
Lundi 10 mars : Alençon ; meeting unitaire avec Le Scornet.  
Mardi 11 mars : Nantes.  
Mercredi 12 mars : Paris (Mutualité).  
Jeudi 13 mars : Vallée de la Fensch et Metz.  
Vendredi 14 mars : Strasbourg, Autres.  
Mardi 11 mars : Lyon avec Daniel Bensaïd.

La LCR clôturera sa campagne à la télévision, le vendredi 14 mars, entre 19 h 30 et 20 h 00. Alors, tous devant vos petits écrans !

Une quarantaine de personnes ont participé, le 24 mars, à Chartres, à un meeting de la LCR, en présence d'Alain Krivine. Un chiffre qui ne peut qu'être relevé lorsque l'on sait que la Ligne est quasiment absente de la ville.



### POUR MARTINE TOULOTTE LA RIPOSTE S'ORGANISE

A la suite de l'incarcération de notre camarade Martine Thibaud-Toulotte (voir *Rouge* du 27 février), la riposte s'organise dans la région grenobloise. Les réactions se multiplient, émanant de milliers les plus divers ainsi que de ceux et celles qui ont connu Martine.

Un collectif de défense est en voie de constitution. Et un appel circule, signé par de très nombreuses personnalités locales. « Nous sommes surpris, indique-t-il, de l'inculpation de Martine Thibaud-Toulotte et indignés par son maintien en détention. Nous sommes scandalisés du rapide amalgame fait par la presse entre ses engagements et des actions terroristes. »

« Nous connaissons Martine depuis de longues années et avons souvent apprécié son dévouement, sa générosité, sa disponibilité et son sens de la solidarité, à la fois pour les grandes causes et au quotidien. »

« Bien que nous ne partagions pas forcément ses choix ou ses engagements, nous témoignons qu'elle n'a jamais ménagé ses forces en faveur de causes aussi diverses que la défense des droits des femmes, la lutte contre le racisme, le mouvement syndical, la solidarité avec les peuples opprimés (Haïti, Palestine, Chili, Nicaragua...) ainsi que de son engagement politique (...). »

« Nous ne pouvons que nous étonner maintenant de son inculpation et de son maintien en détention. Elle travaille régulièrement dans un même emploi depuis plus de quinze ans, elle élève un jeune fils de sept ans et deux filles plus âgées vivent encore avec elle. Son maintien en détention peut entraîner des conséquences graves, à la fois pour sa famille et son travail. Nous ne comprenons pas en quoi son incarcération est nécessaire au travail de la justice. Aussi, nous demandons sa mise en liberté immédiate. »

A l'instar de cet appel, les prises de position et protestations doivent être envoyées au Procureur de la République Jéol, Palais de justice de Paris, 4, boulevard du Palais, 75004 Paris. Copies à adresser à CEHS, BP 242, Grenoble cédex 38006.

Assurez Martine de votre sympathie et de votre soutien, en lui écrivant : Martine Thibaud-Toulotte, numéro d'érou 16 891K, maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.



# LES EXCLUES DE LA LOI

*Cinq mille femmes avortent dans l'illégalité. Et c'est le texte restrictif de 1979 qui les condamne ainsi au secret, à l'insécurité et les rend passibles de jugement.*

**O**btenus par les luttes des soixante-dix, la loi de 1979 sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et le remboursement de cet acte médical par la Sécurité sociale ont permis aux femmes de mieux maîtriser leur fécondité. Pourtant, des centaines de femmes sont exclues de cette loi et ont recours à l'IVG « hors cadre légal ». Le Planning familial (MFPF)

en dénombreait près de deux mille cinq cents dans ses permanences en 1985, et on estime qu'il reçoit environ la moitié de toutes les demandes « hors cadre légal ».

Si la majorité des femmes exclues de la loi sont majeures et françaises (60 %), 16 % d'entre elles sont des mineures (françaises et étrangères), 24 % étrangères majeures.

33 % des demandes se situent au-delà des seize premières semaines de grossesse (le délai légal est de dix semaines de grossesse ou douze d'aménorrhée) et concernent des femmes qui font toutes partie d'une minorité sociale défavorisée.

La peur d'en parler aux parents pour obtenir l'autorisation exigée par la loi constitue plus de 90 % des causes d'IVG hors cadre légal chez les mineures. Sur dix mineures en situation d'illégalité, huit ont dépassé le délai légal uniquement parce qu'elles ont tardé à



Manifestation pour l'ouverture de centres d'IVG à Paris.

entreprendre les démarches !

Plus généralement, les problèmes physiologiques, l'ignorance, les pressions socio-culturelles, et les conditions de vie restent les principaux facteurs d'« illégalité ». Quand une femme évoque des difficultés d'ordre économique (alors que le remboursement de l'IVG a permis une quasi-suppression de cet obstacle), il s'agit dans 93 % des cas d'une chômeuse. Parmi les problèmes « physiologiques », le Planning distingue dans son enquête<sup>1</sup> ce qui ressort de la responsabilité médicale (erreur de diagnostic, refus de pratiquer l'IVG, dissuasion, chantage aux risques, perte volontaire de temps), des problèmes médicaux.

Or ces derniers sont, avec l'échec de la contraception, la première cause des IVG hors cadre légal. On mesure ainsi combien la recherche médicale actuelle est extérieure aux préoccupations

et aux besoins réels des femmes, et combien l'information et l'éducation restent indigentes sur ces questions.

Mais toutes ces statistiques ne peuvent décrire la détresse des centaines de femmes qui sont contraintes d'avorter dans l'illégalité, le secret, la solitude et l'insécurité. Ces femmes, comme les médecins qui pratiquent ces avortements, sont susceptibles d'être poursuivies par la justice, au nom de l'article 317, toujours en vigueur, de la loi de 1920.

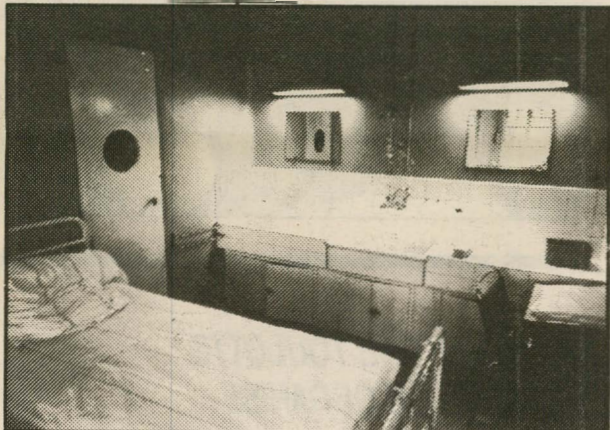
C'est entre autres pour obtenir l'abrogation de cet

article que le MFPF, avec l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCIC) et le Syndicat de la médecine générale (SMG), ont entamé une campagne unitaire (voir leur déclaration ci-contre). Ils ont déjà pris l'initiative d'envoyer des cartes postales au président de la République sur ce thème.

Natacha Brink

1. Les résultats de l'enquête du Planning ont été communiqués le 19 février au cours d'une conférence de presse. MFPF, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris.

Le service public se contente du minimum : en moyenne deux à six lits seulement.



## LE PUBLIC N'ASSURE PAS

*70 % des IVG sont pratiquées dans le privé et l'offre du service public reste précaire.*

**E**n menant l'enquête en région parisienne sur l'interruption volontaire de grossesse à l'Assistance publique (AP), on ne prend en compte que 30 % des IVG réalisées dans la région. Les autres sont pratiquées dans le privé. Entre autres, sur les cinquante établissements de l'AP, trente-deux seulement sont susceptibles de pratiquer les interruptions de grossesse. Mais en 1984, vingt-deux seulement ont accueilli des patientes.

Depuis que la loi définitive de 1979 a été adoptée, trois nouveaux services ont ouvert leurs portes. C'est peu. Dans la plupart des cas, ils sont patronnés par les services de gynécologie-obstétrique, de sorte qu'il n'est pas rare qu'une femme qui vient avorter se

retrouve aux côtés d'une femme qui vient d'accoucher.

Il a été nécessaire d'imposer certaines limites aux cliniques privées. On leur a fixé un quota d'IVG à ne pas dépasser, qui représente 25 % maximum de tous les actes qu'elles pratiquent. De son côté, le service public se contente du minimum, faute de places (en moyenne, de deux à six lits seulement par hôpital) et faute de vacances suffisantes pour les médecins.

Entre 1980 et 1984, le nombre d'avortements pratiqués a peu augmenté, passant de 8 700 à 10 000 environ. L'évolution la plus notable est le recours plus fréquent aux anesthésies locales et aux techniques légères impliquant une durée d'hospitalisation plus brève.

Cependant, treize services sur vingt-deux dans la région parisienne n'offrent encore que l'anesthésie générale. Seulement cinq centres déclarent avoir réalisé des IVG précoces selon la méthode dite d'induction des règles.

En région parisienne, l'offre du service public en matière d'IVG reste donc précaire. Les pouvoirs publics doivent ouvrir de nouveaux centres autonomes avec des locaux spécifiques et des équipes de volontaires. Ils doivent veiller à l'indépendance et la stabilité de ceux qui existent. Enfin, un débat plus large doit être mené sur la création dans les quartiers de structures légères pratiquant les IVG précoces et travaillant en lien avec les hôpitaux.

N. B.

### DECLARATION COMMUNE MFPF, ANCIC, SMG

Nous réaffirmons notre volonté de nous battre contre tout retour en arrière et contre toute interprétation restrictive de la loi du 31 décembre 1979.

◇ Contre toute remise en cause du remboursement de l'IVG, qui constitue une mesure de protection des femmes contre le trafic financier sur l'avortement.

◇ Contre toute attaque des centres d'interruption volontaire de grossesse et de contraception en place et toute restriction de leurs moyens de fonctionnement.

◇ Contre toute « perversion » dans la mise en application des textes :

- délais de l'IVG réduits à huit semaines,
- signatures de « décharge » imposées aux femmes,
- difficultés d'obtenir des ITG (interruption thérapeutique de grossesse),
- demande d'autorisation du conjoint,
- demande de présence des parents pour une mineure,
- entretien dissuasif ou moralisateur.

Nous réaffirmons notre opposition aux mesures restrictives contenues dans la loi de 1979.

Nous réaffirmons notre opposition à l'article 317 du Code pénal et nous demandons son abrogation.

Nous nous prononçons pour le maintien des pratiques hors cadre légal afin d'obtenir cette abrogation :

- aspirations précoces,
- avortements en structures légères,
- réponses aux demandes d'interruption de grossesse de terme dépassé de plus de dix semaines,
- réponses aux mineures et aux étrangères.

Nous nous engageons à soutenir les femmes et les médecins poursuivis pour l'avortement : car les poursuites persistent et restent possibles tant que l'article 317 ne sera pas abrogé.

Cet article est la seule survivance d'une loi circonstancielle votée en 1920. Aucune loi répressive n'a jamais favorisé la natalité ! Et elle sera inapplicable lorsque seront utilisées largement les méthodes médicamenteuses et ambulatoires récentes.



# MENDES, LABEL ROSE ?

EN TÊTE

Sa figure sert de plus en plus souvent de référence à la « gauche moderne ». Le mendésisme connaîtrait-il une seconde jeunesse ?



1956-1986 : toujours en arrière-plan...

**B**érégoz, notre très satisfait ministre de l'Economie et des Finances, s'en réclame. Fabius apparaît à l'écran sous son portrait. Le label Mendès-France réapparaît donc, en certaines eaux du PS, à l'heure où l'on ne jure plus que par la « modernisation » et la « cohabitation ».

L'image de celui qui échappa au discrédit jeté sur le personnel politique de la IV<sup>e</sup> République — et à qui fut conférée plus tard une réputation de gauche, voire socialiste — est mobilisée aujourd'hui pour donner un semblant d'épaisseur historique à la molle et fade politique fabiusienne.

Nous sommes, en 1986, loin de Mendès-France. Cet homme sut, de 1954 à 1956, donner un visage à une pratique politique qui prétendait mettre un terme à l'impuissance marécaugeuse de la IV<sup>e</sup> République. Il le put car la bourgeoisie française et les partis parlementaires firent de lui, un 18 juin 1954, le liquidateur de la première guerre d'Indochine, après la victoire du Vietminh sur le corps expéditionnaire français à Dien-Bien-Phu. Président du Conseil pendant deux

cent quarante-cinq jours, Mendès-France régla la question indochinoise au meilleur compte pour l'impérialisme français (mais au prix d'une guerre plus longue et plus cruelle encore pour les Vietnamiens, les Cambodgiens, les Laotiens). Il amorça la décolonisation de la Tunisie et trancha le conflit qui divisait de longue date les fractions parlementaires — la SFIO en particulier — sur la Communauté européenne de défense (CED, projet d'organisation militaire européenne). Mendès-France enterra la CED, mais donna son aval au réarmement de l'Allemagne.

Ce travail accompli, il fut remercié par ceux qui l'avaient investi et subissaient sa popularité, socialistes et radicaux (les députés de son propre parti) en tête. Mais la brève expérience de gouvernement Mendès-France allait donner naissance à un phénomène multiforme, le mendésisme.

Par son style d'action, l'appel à l'opinion publique par-dessus les élus, la volonté manifeste d'échapper au contrôle paralysant des

fractions et cliques parlementaires, Mendès-France rencontra un besoin de renouvellement politique qui s'exprimait dans des secteurs sociaux divers, au sein de la haute fonction publique, du mouvement étudiant, de l'électorat socialiste, de la minorité de la CFTC (elle deviendra majoritaire, dix plus tard, dans la CFDT). L'impact du mendésisme fut tel qu'il contribua beaucoup à la victoire du Front républicain aux élections législatives de 1956. La SFIO était l'épine dorsale de cette coalition et Guy Mollet, parvenu à Matignon, devait la conduire, de lâchetés en ignominies, vers la guerre à outrance en Algérie. Ministre du cabinet de Guy Mollet, Mendès-France et Savary démissionnèrent. Mitterrand et Defferre restèrent...

Paradoxe, mais tout à fait logique, de Gaulle recueillit la mise en 1958. C'est le Général qui appliqua, à sa façon bonapartiste, le programme mendésiste de modernisation du capitalisme français

## Inspirateur de la modernité

Dans les années soixante, se forgèrent les concepts, les attitudes et les hommes de la « gauche moderne », réseau d'influence à travers le PSU, la FGDS de Mitterrand, les clubs, les syndicats. Dans ces cercles relativement restreints, la personnalité de Mendès-France reste dominante, bien qu'elle fut une source d'inspiration plus qu'une direction politique agissante. Car la gauche joue, dès l'élection présidentielle de 1965, le jeu des nouvelles institutions, que Mendès-France récusait inébranlablement. En dépit de ses amis, et même contre eux, il attend l'effondrement de la V<sup>e</sup> République et défend son projet : un gouvernement de législature qui, par contrat entre l'exécutif et l'Assemblée élue, grâce au droit de dissolution dévolu au Premier ministre, permettrait de renover la démocratie parlementaire en la conciliant avec l'exercice du pouvoir.

Est-ce ce moment tant attendu que Mendès-France tenta de saisir par les cheveux en Mai 68 ? Son apparition au meeting de Charlety, parmi les « enragés », en un moment où le pouvoir paraissait vacant, fut immédiatement contrée par

le PCF, sans que l'ancien président du Conseil trouve quelque écho dans un mouvement rétif à toute tentative de récupération.

## Un projet politique

1981 aura donné tardivement raison à Mitterrand contre Mendès-France, au prix de la pérennisation de l'Etat fort, de la monarchie républicaine en France.

L'influence de Mendès-France fut, en revanche, considérable sur les militants CFDT avant Mai 68 : séduction du discours économique, notion centrale de planification démocratique articulée à l'Assemblée d'une part, à un Conseil économique et social d'autre part. Ce sont là les thèmes d'un livre publié par Mendès-France en 1962, *la République moderne*. Mais ici encore, quelles ambiguïtés ! Les militants ouvriers chrétiens frottés à ces thèses

la IV<sup>e</sup> République, hélas partagées par les partis du mouvement ouvrier. Sachons reconnaître un adversaire politique que sa classe n'a cessé de tenir en lisière. Cela suffira pour mesurer la prétention de ceux qui, tentent autour de Mitterrand.

Les raisons pour lesquelles ce patronage de Mendès-France est revendiqué par certains dirigeants socialistes nous intéressent bien plus, car elles touchent à l'orientation future du PS, à la définition de lui-même. La référence renouvelée à Mendès-France est claire : il s'agit, sous prétexte de modernité, de trancher les amarres avec le parti d'Epinais à la faveur d'une conjoncture sociale et politique qui le permette. L'enjeu est là, aujourd'hui comme hier : une organisation se référant aux valeurs émancipatrices du mouvement ouvrier ou la dilution dans une formation pluriclassiste,



Avant de Gaulle, Mendès proposa une issue politique à la crise du parlementarisme.

étaient devenus socialistes, quand Mendès-France, malgré son adhésion au PSU, ne le fut jamais !

Reste aujourd'hui, après l'abandon par le gouvernement socialiste de toute velléité de transformations anticapitalistes, ce concept de « gauche moderne » et la moins antisociale possible. Et, lié à ce concept évanescant, apparaît le projet d'un remodelage politique plus profond qui, par l'opposition de deux forces centrales dominantes — un parti démocrate plus ou moins teinté de socialisme, et un parti plus nettement conservateur — assurerait l'alternance et le fonctionnement sans heurt des institutions.

Est-ce là l'héritage de Mendès-France ? Ou plutôt d'un gaullo-mendésisme, si ce terme ne trahissait pas l'un et l'autre acteur ? Nous n'en discuterons pas, car il ne nous intéresse pas de distribuer ce type de label. Sachons simplement reconnaître à Mendès-France un relief politique et moral qui tranchait sur les mœurs de

dominée par la bourgeoisie éclairée, sur le modèle du Parti démocrate américain.

Une histoire, pas très éloignée, témoigne encore, vivante, dans les rangs du PS : celle du mollétisme, cet étrange mélange d'affirmations de principes socialistes et d'une pratique opportuniste, honteuse. Le mollétisme, autant que le thozisme, cette forme française de stalinisme, n'ont pas peu contribué à l'enlisement du mouvement ouvrier, à ses défaites et, corollairement, à l'affirmation de projets politiques bourgeois englobant le monde du travail. La SFIO de Guy Mollet a permis le mendésisme. Un néomollétisme ouvrirait grande la porte aux partisans d'un parti démocrate aux références fluidifiées. C'est pourquoi le combat contre les projets de Fabius aujourd'hui d'autre peut-être demain, ne peut revêtir une efficacité que dans la recherche d'une alternative réellement socialiste à la politique menée depuis le 10 mai 1981.

Michel Thomas

Le mendésisme, source d'inspiration pour les manœuvres de demain ?





# L'ARMÉE EN HAÏTI

*L'armée est toujours tentée de prendre les rênes du pays en cas de vacance du pouvoir. Les Haïtiens l'ont déjà vu en 1946.*

**D**iscutant de la politique à mener en République dominicaine après l'assassinat du vieux dictateur Trujillo, John Kennedy eut cette formule remarquable : « Il y

a trois possibilités. Ce sont par ordre décroissant de préférence : un régime démocratique décent, la continuation du régime de Trujillo, ou un régime de type Castro. Nous devrions viser le premier, mais nous ne pouvons pas renoncer au second tant que nous ne sommes pas sûrs de pouvoir éviter le troisième. » Les Etats-Unis et la bourgeoisie haïtienne sont aujourd'hui face au même dilemme.

La bourgeoisie traditionnelle haïtienne, héritière de la bourgeoisie mulâtre des comptoirs portuaires du XIX<sup>e</sup> siècle, a des intérêts convergents avec ceux des Etats-Unis. Ecartée du Palais national depuis quarante ans, elle vise à reprendre en main les rênes du pays. La dictature duvaliériste avait massacré certains de ses membres et si un rapprochement s'était effectué dans les années soixante-dix, elle était loin d'être revenue au pouvoir. Certes, Jean-Claude Duvalier avait épousé la fille d'un bourgeois mulâtre, Ernest Bennett. Mais les Duvalier et les Bennett profitèrent de la situation pour s'enrichir grassement, jeter leur dévolu sur des pans importants de l'économie et bloquer l'ascension de leurs concurrents.

De plus, la bourgeoisie mulâtre ne se contente plus de ses activités commerciales, mais investit depuis quelques années dans le secteur productif. Le régime anachronique des Duvalier créait des obstacles insurmontables à une modernisation capitaliste de l'économie, voulue tant par la bourgeoisie mulâtre que par les Etats-Unis.

L'armée haïtienne, quant à elle, ne demanderait sans doute pas mieux que de céder le pouvoir à des représentants attirés de la bourgeoisie. Elle est issue de la « gendarmerie d'Haïti », mise en place sous l'occupation nord-améri-



Le général Namphy, président du Conseil national.

caine. Une grande partie de ses cadres sont formés par les Etats-Unis. Un ancien officier a même pu écrire que cette armée était « une ramification indigène de l'appareil militaire des Etats-Unis ».

S'apparentant plus à une police qu'à une armée classique, c'est essentiellement une force de maintien de l'ordre et elle serait peu apte

tes » pour lui faire contrepoids. Néanmoins, la force et le poids de l'armée font qu'en cas de décomposition du pouvoir, elle est très encline à prendre les sièges vacants.

C'est ce qu'elle fit en 1946, après que des grèves et des manifestations eurent conduit le président Lescot à démissionner. S'est ou-

la bourgeoisie et l'armée (et derrière elles Washington) sont confrontés à deux problèmes de taille. En premier lieu, les dirigeants de la classe politique bourgeoise, soit sont inconnus de la population (par exemple, parce qu'ils sont en exil), soit se sont acouinés à un moment ou un autre avec la dictature. Même Gérard Gourgue, président de la Ligue des droits de l'homme d'Haïti et considéré comme l'homme intègre de la junte a été, autrefois, professeur particulier de Jean-Claude Duvalier. Or, après vingt-neuf ans de dictature, la population veut des hommes neufs.

Le deuxième problème pour les classes dominantes est que, si le mouvement de masse se développe, une alternative pourrait bien commencer à se dessiner en pointillés. Deux initiatives récentes sont à cet égard prometteuses : d'une part la création d'un syndicat national d'enseignants, de l'autre, la fondation par des hommes et des femmes connus, ayant subi la répression, de KAB (« Konbit pou Ayiti pi bèl »), association pour une Haïti plus belle. Cette association, ouverte à « tous les patriotes de bonne volonté », entend œuvrer à une société meilleure. Et, dans l'immédiat, elle met sur pied des comités pour centraliser les plaintes de toutes les victimes de la répression, aider à former des syndicats, des coopératives, des associations, accueillir enfin les exilés politiques.

Ces initiatives sont comme une odeur de souffre pour les narines délicates de la junte et de la hiérarchie catholique. L'une comme l'autre ont déjà évoqué le spectre du « communisme international » qui menacerait Haïti.

Arthur Mahon

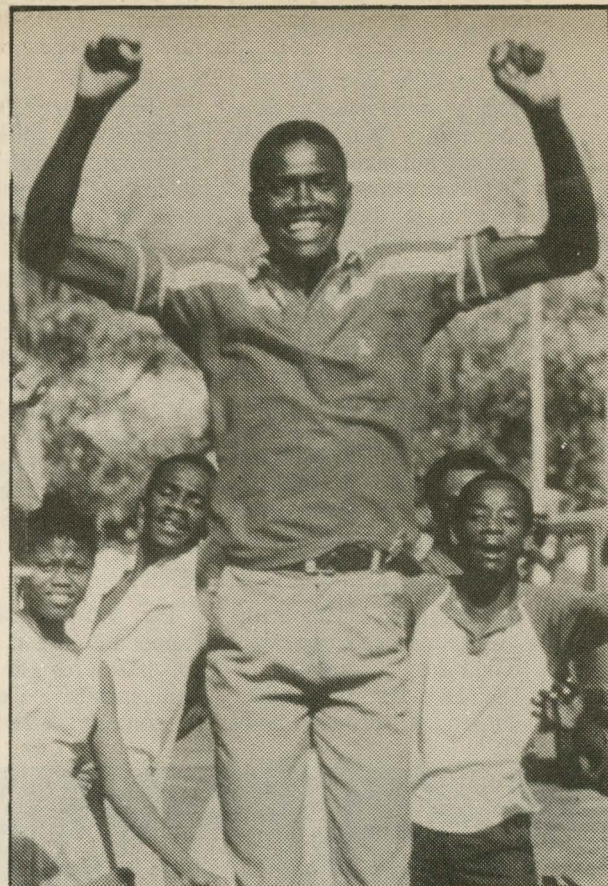
**Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte simplement signé d'initiales et provenant de Port-au-Prince. Il est parvenu ces derniers jours à la presse française.**

« (...) Passés les jours d'allégresse, il faut bien admettre que le pouvoir de Duvalier n'est qu'un avatar dans l'histoire de notre pays et qu'il ne suffit pas de nettoyer les écuries d'Augias pendant quelques semaines pour mettre un terme aux maux engendrés non pas particulièrement par les Duvalier mais par un héritage colonial et impérialiste. Le fondement de la répression sauvage exercée depuis si longtemps contre notre peuple a d'autres racines. C'est la nécessité pour une classe de parasites de maintenir un ordre social anachronique. Seul un changement radical de cet ordre pourrait instaurer d'autres relations entre l'Etat et la nation et garantir de ce fait la démocratie. Cela implique au minimum d'abord de donner la terre à ceux qui la travaillent, non seulement pour enrayer la famine mais aussi pour protéger le sol de l'érosion ; ensuite de nationaliser le commerce d'import-export qui vole une part importante du travail du paysan ; enfin d'exproprier les grandes sociétés industrielles, commerciales et financières (...). Evidemment, seul un gouvernement issu des luttes populaires en cours sera disposé à

mettre en œuvre un tel changement. (...) Le drame des mois et peut-être des années qui viennent, c'est que la démocratie politique, impossible sans l'instauration de ce nouvel ordre économique et social dans le pays, est précisément ce que les Etats-Unis veulent éviter à tout prix. (...) Nous qui luttons à l'intérieur, dans les mornes et les bidonvilles, quand ce n'est pas dans les mains des tortionnaires « éduqués » à Washington, savons que la route de la démocratie sera longue. Elle reste encore fermée par un obstacle énorme : les Etats-Unis. Le temps n'est cependant peut-être pas trop loin où nous disposerons du levier pour le déplacer dans le fossé : la mobilisation massive des villes et des campagnes aboutissant sur une insurrection armée non pas contre ses symboles mais contre le régime social. Le temps n'est peut-être pas trop éloigné où nous disposerons de l'appui nécessaire à ce levier : la révolte de suffisamment de peuples de la terre pour disperser la force d'agression étrangère. »

J. S.

Port-au-Prince,  
le 13 février 1986



La liesse populaire à la chute du dictateur.

à mener une guerre contre un autre pays. Plus précisément, même, elle s'assimile à une armée privée au service du président de l'heure et garante de son pouvoir. Sous Duvalier, elle fut, à travers une série de purges, totalement inféodée au chef de l'Etat. Ce qui n'a pas empêché papa Doc et bébé Doc d'organiser la milice des « tontons macou-

verte alors une période tumultueuse, entrecoupée de coups d'Etat, d'élections truquées et de mobilisations de masse. Le pouvoir présidentiel ne redeint « stable » qu'avec la venue de François Duvalier et l'instauration d'une dictature.

La période ouverte en 1946 présente bien des analogies avec la situation actuelle. Comme à l'époque,



*Déboisement, érosion et surtout concurrence de puissants voisins, tout jusqu'à présent a enfermé le paysan dans le cercle infernal de la pauvreté.*

**H**aïti est, on le sait, le pays le plus pauvre d'Amérique. Le revenu par tête est inférieur à 120 dollars US. Il ne s'élève qu'à 60 dollars, ou moins, pour 90 % des paysans. La ration alimentaire moyenne n'est que de 1 700 calories (et ce n'est qu'une moyenne !). Le taux d'analphabétisme est de 80 % et, fait exceptionnel, il est en croissance. « *Les conditions de dénuement, de promiscuité et d'insalubrité dans lesquelles survit une majorité de la population – tandis qu'une infime minorité vit dans un luxe raffiné – défient la description* », écrit Christian Girault, dans un article d'*Hérodote*<sup>1</sup>, où il montre que « *se pencher sur Haïti risque de faire découvrir certaines des responsabilités d'une puissance colonisatrice – la France – dans la genèse des problèmes contemporains* ».

La décolonisation d'Haïti s'est effectuée, en effet, dans des conditions dramatiques. Au terme de la guerre de libération, le potentiel productif était détruit. Le nouvel Etat dut, en outre, consacrer le quart de son budget à sa défense. Les puissances étrangères menaçaient en effet de reprendre la guerre. Elles soumièrent le pays à un embargo désastreux, refusant par exemple de lui vendre du matériel technique. La France im-

posa à Haïti de payer des indemnités considérables aux anciens planteurs, et en 1930, l'emprunt qu'Haïti dut contracter était encore coté à Paris.

Les nouveaux dirigeants d'Haïti, notamment parce qu'il leur fallait obtenir des devises, essayèrent de restaurer l'économie de plantation. Ils s'opposèrent aux anciens esclaves, qui montèrent dans les « mornes » (les collines) et commencèrent à cultiver de petites exploitations avec des moyens rudimentaires. Depuis cette époque, la paysannerie, et plus généralement la province a été délaissée par les élites au pouvoir dans la capitale.

### Les parasites

Les grandes puissances étrangères ne tardèrent pas à organiser le pillage des ressources et notamment du bois précieux que possède Haïti, aggravant ainsi le déboisement déjà commencé. En association avec une bourgeoisie haïtienne parasitaire, elles développèrent le commerce d'import-export. L'occupation nord-américaine (1915-1934) aggrava la dépendance du pays et amena des centaines de milliers de paysans à quitter leurs terres pour cultiver la canne à sucre en République dominicaine et

à Cuba. A partir de 1929, le dollar eut libre cours en Haïti. La période d'occupation n'a pas, cependant, ouvert la voie à des investissements importants.

Le régime duvaliériste, instauré en 1957, a, moins que tout autre, favorisé le développement d'Haïti. Conséquence : il y a aujourd'hui un million de Haïtiens à l'étranger et 5,5 millions à l'intérieur du pays. Depuis la fin des années soixante, le régime mène une politique de vente aux enchères du pays. Les investissements étrangers sont cependant restés modestes. Surtout, l'installation de deux cents usines d'assemblage n'a eu aucun effet d'entraînement sur le reste de l'économie. Elles importent, sans être taxées, la totalité des produits utilisés et les ouvriers reçoivent un des salaires les plus bas du monde (3 dollars par jour). En revanche, ces usines ont besoin d'énergie électrique. Il est donc projeté de noyer certaines des meilleures terres du pays, afin de construire des barrages dans la vallée de l'Artibonite.

Depuis plusieurs années, la production agricole est en régression. Ce fait témoigne de la grave crise que vit la paysannerie pauvre. Deux types de produits sont cultivés : les produits vivriers destinés à la con-

sommation locale et les denrées d'exportation (café en premier lieu, huiles essentielles, sisal, cacao, sucre).

Même ces dernières sont cultivées majoritairement par les petites exploitations familiales et non, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, par les « latifundia ». Outre le revenu qu'il doit souvent verser au propriétaire des terres, le paysan est soumis à une série de charges.

Entre le petit producteur et la compagnie étrangère qui achète le café (par exemple Nestlé) se trouvent plusieurs intermédiaires qui prélèvent une marge commerciale. S'y ajoutent les taxes considérables payées à l'Etat. En 1971, le petit

ceux-ci n'ont guère profité à la paysannerie pauvre, bien au contraire. Ils ont montré aux couches supérieures de la société le profit qu'elles pourraient tirer de la terre et, ces dernières années, les dépossession se sont multipliées. L'Etat et la bourgeoisie exportatrice ont été d'autant plus incités à emprunter cette voie que leurs revenus étaient rognés du fait que les petits producteurs diminuaient leur production de denrées d'exportation. Selon l'agence de coopération des Etats-Unis, l'US-AID, il faudrait retirer 30 % des terres consacrées aux produits vivriers afin d'y cultiver des denrées pour l'exportation. L'US-AID mène une politique visant à décourager le



Pillage des magasins en ville.

producteur touchait, en Haïti, 40 % du prix des produits agricoles exportés au lieu de 75 % en Amérique centrale. La paysannerie a réagi à cette situation, aggravée par la fluctuation des cours sur les marchés internationaux, en s'enfermant dans le secteur vivrier.

Mais les cultures vivrières sont elles-mêmes en régression depuis quelques années. Cela tient à plusieurs facteurs. La pauvreté amène le paysan à déboiser, notamment pour faire du charbon de bois, sa seule source d'énergie. En trente ans, la superficie de la forêt a diminué de moitié. Le déboisement provoque le ravinement et une érosion dramatiques. A chaque pluie, les sols peu épais descendent par paquets dans les torrents. Les surfaces arables diminuent d'autant, ce qui amène le paysan à continuer le déboisement ou à vendre à très bas prix sa terre, afin de pouvoir émigrer ou satisfaire ses créanciers.

Des agences étrangères ont multiplié en Haïti des « projets de développement ». En règle générale,

paysan de cultiver des produits vivriers, quand ce n'est pas à abandonner ses terres.

### Les porcs américains

Ainsi, sous prétexte de lutter contre une maladie porcine, un organisme nord-américain a conseillé d'abattre tous les porcs d'Haïti. Cela a représenté une perte sèche pour le paysan. On a en effet commencé à distribuer des porcs nord-américains. Mais le paysan pauvre ne pourra jamais les élever : il leur faut une étable en béton et de l'eau propre, ce que le paysan n'a même pas pour lui. Déjà endettés jusqu'au cou, n'ayant plus de porcs à vendre, lors des « coups durs », des milliers de paysans auront alors rejoint les affamés des bidonvilles. Partis à l'assaut de la dictature, ils risquent bien de s'en prendre aussi à un ordre social qui les a menés à la ruine.

Arthur Mahon

1. *Hérodote*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1985, « Ces îles où l'on parle français ».

# LES RACINES DE LA MISERE



Pour empêcher les pillages, les militaires ont instauré un couvre-feu.



# LES GRANDES MANOEUVRES DE TEL-AVIV

*Shimon Péres est le roi du ricochet : il fait exclure Arafat du ballet diplomatique par Hussein. Cela ne lui suffit pas pour régler le problème des territoires occupés et celui de la Syrie.*

□ De notre correspondant

La presse israélienne tout entière s'est fait l'écho du soupir de soulagement poussé par l'ensemble des ministres du gouvernement d'union nationale en entendant la déclaration de divorce du roi Hussein à Yasser Arafat.

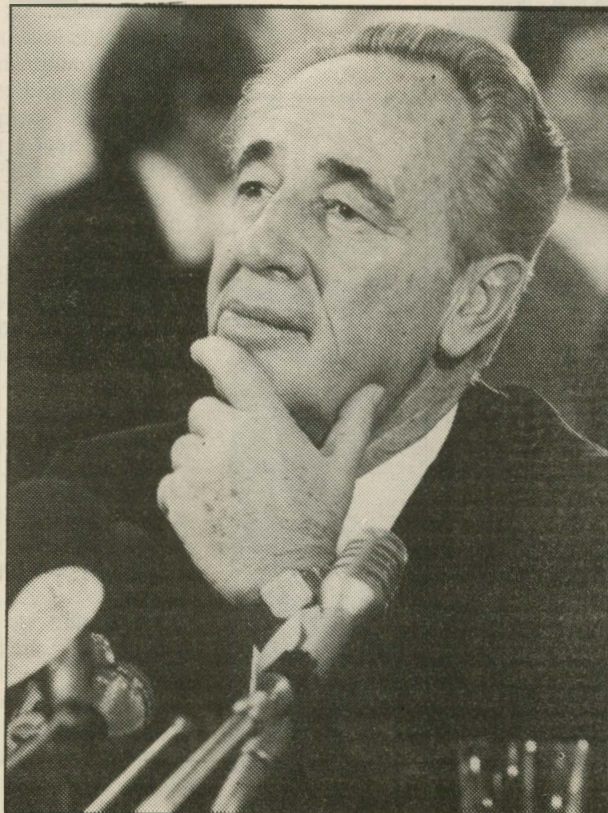
Le débat ouvert il y a un an, au sein du gouvernement, entre Peres et les travaillistes, d'une part, son futur remplaçant à la tête du gouvernement, Yithak Shamir, et les ministres du Likoud de l'autre est pour l'instant clos : les derniers événements ont donné raison à l'actuel Premier ministre.

« Bien joué », reconnaissent les éditorialistes à l'adresse de Shimon Peres qui a su créer l'impression d'une activité fébrile de sa part dans le cadre des négocia-

tions préliminaires initiées par les Américains sans pour autant remettre en question d'un iota le processus d'annexion des territoires occupés en juin 1967. A l'inverse du gouvernement précédent, il s'agissait de tout faire pour relancer la balle du refus dans le camp arabe. Israël a réussi à faire croire qu'il était prêt à négocier un retrait des territoires occupés avec une délégation jordano-palestinienne dans le cadre d'une conférence de paix internationale. Sans cacher son veto à toute présence de l'OLP dans ces négociations, Peres a laissé au roi Hussein la tâche d'exclure du processus le mouvement dirigé par Yasser Arafat. Pour sa part, Arafat n'a pas lésiné sur les compromis.

Après avoir exclu — de fait — l'opposition des rangs

L'unité nationale israélienne : conjurer le « danger de paix ».



Zafer El-Masri, 44 ans, qui était maire de Naplouse depuis décembre dernier, vient d'être assassiné par deux hommes qui lui ont déchargé leurs revolvers dans le dos, le 2 mars au matin.

L'attentat a été revendiqué à la fois par le groupe Abou Nidal et par le FPLP dirigé par Georges Habache qui accuse Zafer El-Masri d'avoir « trempé dans le projet jordano-sioniste visant à la liquidation de la cause palestinienne ».

Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, a condamné cet attentat au nom de l'OLP. La Jordanie a fait de même et le Premier ministre israélien, Shimon Peres, a exprimé ses regrets.



Quand Israël se retire du Liban, ce n'est jamais pour très longtemps.

de l'organisation unie de la résistance palestinienne, il s'est lancé dans une série de négociations avec le roi Hussein et le président Moubarak d'Égypte et indirectement avec les représentants de l'impérialisme américain. Les résultats de ces négociations ne sont pas minimes : reconnaissance du droit du roi Hussein à représenter les Palestiniens et renoncement à la perspective immédiate d'un Etat palestinien indépendant dans les territoires occupés en juin 1967. Cependant, toutes les concessions faites aux pressions conjointes des Etats impérialistes et des régimes arabes réactionnaires ont ouvert la voie à de nouvelles exigences de leur part. C'est aujourd'hui l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité qui ignore la question palestinienne et reconnaît implicitement l'Etat d'Israël, demain apparemment ce sera la reconnaissance explicite et unilatérale de l'Etat juif.

L'impasse vers laquelle a mené la politique d'Arafat n'est pas seulement l'échec d'une politique qui avait tout misé sur la capacité des régimes arabes réactionnaires à pousser, par le biais de l'impérialisme américain, les Israéliens à la table des négociations. C'est aussi la raison du désarroi et de la désorganisation du mouvement national palestinien dans les territoires occupés. En effet, Israël a su triplement mettre à profit le rapprochement Arafat-Hussein. D'abord il a obtenu le maximum de reculs de la part de la direction de l'OLP. Ensuite, et c'est précisément là qu'est le fond de la prétendue politique d'ouverture de Péres, les manœuvres diplomatiques en cours ont été utilisées pour mettre en place, sous le nom d'auto-administration, une équipe d'agents jorda-

niens organiquement liée au royaume hachémite et destinée à gérer l'occupation israélienne. Enfin, l'OLP, dont les dirigeants étaient jusqu'alors hégémoniques dans les instances représentatives de la population des territoires occupés, a été sévèrement réprimée à la faveur de la confusion accrue.

La nomination d'un maire palestinien à Naplouse n'est ainsi que le revers de la médaille dont l'autre face est la déportation de plus de trente dirigeants nationalistes et la mise en détention administrative de plus de cent trente d'entre eux.

La question qui reste posée est de savoir si la Jordanie et l'Égypte peuvent à terme accepter le gel du *statu quo* et la perpétuation indéfinie de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les émeutes récentes au Caire, qui font suite aux fortes manifestations de soutien au soldat qui avait tué des touristes israéliens dans le Sinaï, mettent le président Moubarak dans une situation délicate. Et Israël, qui repousse indéfiniment son retrait du territoire égyptien de Taba, n'améliore pas les choses pour le président égyptien. Les pressions dans le monde arabe sont grandes pour pousser les régimes à la confrontation afin d'obtenir par le biais des armes ce que les négociations sous le patronage américain n'ont pas décroché.

Israël s'oriente lui aussi dans l'optique d'un nouveau conflit armé avec un ou plusieurs de ses voisins. Si la dernière opération de rattachement au Sud-Liban a été sanguinaire, elle n'en était pas moins une opération limitée dans le temps et dans ses objectifs, à savoir tenter, sans grande chance de succès d'ailleurs, de réduire l'étendue de la résistance dans la partie sud du

Liban où les mercenaires de l'armée du Sud-Liban sont totalement inefficaces, même avec l'aide massive de Tsahal.

En revanche, les deux Mig syriens abattus en novembre 1985 sont un élément d'une stratégie à plus long terme. Depuis, d'ailleurs, la presse israélienne prépare l'opinion publique à une escalade inévitable avec le régime syrien dont les actes d'autodéfense (mise sur pied de nouveaux missiles anti-aériens sur son territoire) sont présentés comme une provocation et une remise en question du *statu quo*. Comme l'écrit, le 16 décembre 1985, le quotidien d'opposition *Al Hamishmar* : « (...) Une action militaire contre des objectifs situés sur le territoire syrien entraînera nécessairement le régime à une riposte à l'atteinte à sa souveraineté... Une chaîne d'actions et de réactions s'ensuivra qui provoquera nécessairement une guerre d'ensemble. »

Certes, de nombreux facteurs s'opposent à une guerre immédiate avec la Syrie. Ce qui fait hésiter le gouvernement israélien c'est, d'une part, la force militaire de l'adversaire mais surtout la motivation très mitigée de la population israélienne face à un nouveau conflit militaire. L'ancien chef du renseignement militaire sioniste, le général de réserve Shlomo Gazit, écrit : « Si cet Etat torturé se doit d'aller à nouveau à la guerre, cela doit être parce que n'avons pas eu d'autres choix. » (*Haaretz*, 8 décembre 1985.) C'est ici que le gouvernement hésite et mène l'essentiel de son offensive, à savoir manipuler l'opinion publique afin de la persuader qu'Israël a tout fait pour faire la paix mais qu'en fin de compte les ennemis l'ont poussé à faire la guerre.

Michel Warschawsky



L'insécurité est un thème électoral payant. La controverse actuelle sur les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur en témoigne. Cherchant, comme à son habitude, à mobiliser ses partisans sur le thème de la « loi et l'ordre », la droite entend démontrer le laxisme de la gauche. En face, chiffres à l'appui, le gouvernement s'efforce de prouver qu'il est plus efficace que ses

prédécesseurs.

Il en résulte un climat de confusion propice à tous les amalgames. C'est dire qu'il est urgent de rétablir la vérité. C'est pourquoi nous avons ouvert nos colonnes à des représentants de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et du Syndicat de la magistrature (SM). Bien que nos appréciations divergent sur de nombreux points, ces deux organisations

sont depuis toujours engagées dans le combat démocratique. Le débat est donc le meilleur moyen de dissiper un brouillard savamment entretenu.

Jean-Pierre Deschamps, juge à Paris et secrétaire général adjoint du SM, et Jean-Pierre Bordier, gardien de la paix et secrétaire de la FASP, ont accepté notre invitation. Ils s'entretiennent avec notre directeur, Christian Picquet.

#### CHRISTIAN PICQUET —

On parle beaucoup, dans cette campagne électorale, de l'insécurité. Mais c'est sur les chiffres que l'on s'oppose. Ce qui aboutit finalement à escamoter le débat de fond. Si on ne peut, en effet, contester l'augmentation de la criminalité au cours des dernières années, il reste à en déterminer les causes. Surtout lorsque ce sont les petite et moyenne criminalités qui connaissent la progression la plus spectaculaire. Sans répondre à ce niveau, sans sortir du cadre piégé de la démagogie électorale, il s'avérera impossible de trouver les véritables solutions au problème.

Dans les colonnes de *Rouge*, nous avons souvent exprimé notre analyse. Nous pensons que les causes profondes de l'augmentation de la criminalité sont d'abord économiques et sociales. L'aggravation des inégalités, sous les coups de la crise, est évidemment la première. Il est à cet égard frappant que, sur une décennie, la courbe de la délinquance épouse étroitement celle de la dépression économique. La dégradation corollaire de la vie sociale, des structures familiales sur lesquelles reposait jusqu'alors la société, ne peut qu'accentuer le phénomène. Tout comme la sélection scolaire et la disparition de tout espoir de réussite pour les enfants issus de familles modestes ne peuvent que pousser de nouveaux individus à l'illégalité, pour subvenir à leurs besoins ou revaloriser leur image de marque. Naturellement, ce sont les fractions les plus exploitées de la population, au premier rang desquelles, l'immigration, qui sont les plus directement concernées. A ces facteurs s'ajoute la déshumanisation de nombreux lieux sociaux sous l'effet d'une urbanisation sauvage des grandes aggloméra-

tions ou de la rationalisation de certains services publics, comme les transports en commun.

Sans s'attaquer au premier chef à ces éléments « criminogènes », on ne peut, à notre avis, définir de politique cohérente de sécurité.

#### JEAN-PIERRE BORDIER —

*Rouge* a donné une définition des causes réelles de la criminalité qui est réelle. Il s'agit d'un fait de société. Ce que vous décrivez comme causes de la

---

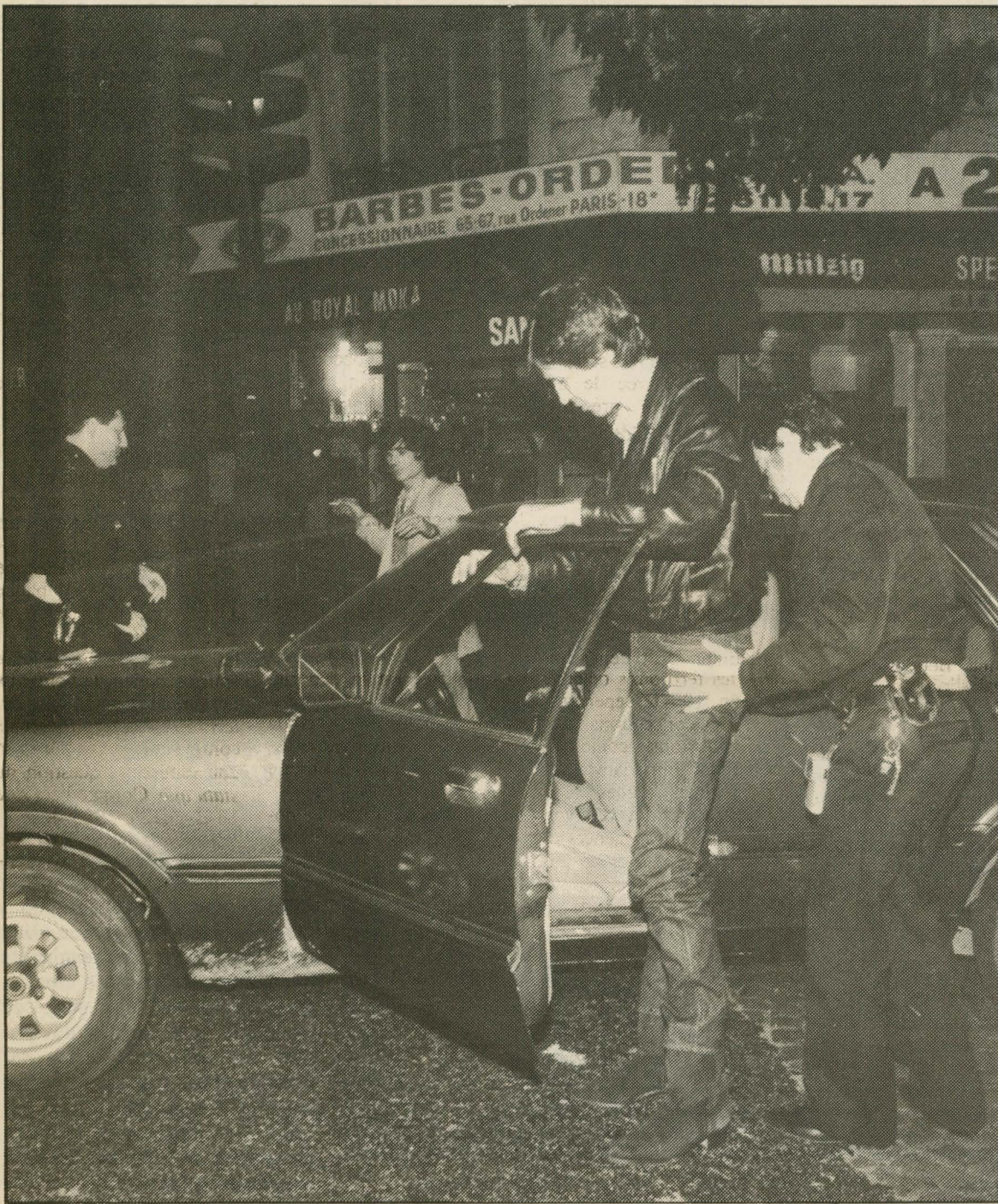
*Le métro parisien ?  
C'est l'un  
des endroits  
les plus sûrs  
de la capitale.*

---

petite délinquance — la crise, les inégalités, l'urbanisme, l'éducation — est d'ailleurs reconnu, en particulier, dans le rapport Peyrefitte. C'est le traitement de cette réalité qui fait la différence.

#### JEAN-PIERRE DESCHAMPS —

Je suis d'accord avec cela. J'ajouterais que ce qui intéresse, au premier chef, le magistrat, c'est qu'on ne constate pas de diminution du nombre des personnes incarcérées. Cela traduit que l'on continue à traiter la petite délinquance par le seul emprisonnement, bien qu'il s'agisse d'un facteur profondément criminogène. On commence tout juste à s'attaquer au problème avec les conseils de prévention et les peines de substitution. Reste que le résultat est loin d'être probant. Et il est à craindre que les appels à des peines de prison incompressibles ou au « tout-répressif », n'aillent pas dans le sens d'une



Un juge du Syndicat de la magistrature, un flic de la Fédération autonome, un journaliste de *Rouge*. Ils ont des désaccords. Mais leur débat balaye bien des idées reçues.

# Sécurité-délinquance Au-delà du fantasme



diminution de l'incarcération, donc nécessairement d'une certaine forme de délinquance.

En réponse à certaines campagnes actuelles, je prendrais l'exemple de Paris, généralement considérée comme un point noir de l'insécurité. Le conseil de sécurité et de prévention instauré par la mairie a récemment établi un *livre blanc* de la criminalité dans la capitale. Ce que l'on constate, c'est qu'il ne donne pas du phénomène l'image diffusée traditionnellement. Il montre en particulier que l'insécurité provient moins de l'agression violente que de la toxicomanie ou de la prostitution.

#### JEAN-PIERRE BORDIER —

Paris est en effet loin d'être Chicago. On peut aussi le prouver par l'exemple du métro. Ce dernier est sans doute l'un des endroits les plus sûrs de la capitale. Il ne doit pas y avoir plus de quatre cents délits qui s'y commettent. Ce ne sont d'ailleurs pas nécessairement des actes très violents, mais souvent des vols de sacs à main ou de bijoux. Même si ces actes ne sont pas acceptables, leur exploitation est proprement scandaleuse.

Le véritable choix en la matière peut se résumer ainsi : exploiter politiquement le phénomène ou s'efforcer de le traiter. Depuis 1981, on peut constater bien des insuffisances. On a loupé certaines initiatives. On a parfois eu tendance à la frilosité pour parler des problèmes de sécurité, en fonction de considérants électoraux. Il n'en demeure pas moins qu'un effort considérable a été consenti pour tenter de traiter le problème.

#### CHRISTIAN PICQUET —

Vous insistez tous les deux sur les acquis positifs de la politique gouvernementale. Cela ne vous étonnera pas, mon appréciation est beaucoup plus critique. Quelles qu'aient été ses intentions de départ, et parce qu'elle s'est

sont en outre demeurées symboliques. Le fonctionnement des institutions policière et judiciaire n'a pratiquement pas changé. On en mesure les conséquences au nombre des détenus, dont on parlait tout à l'heure. Avec plus de 44 000 personnes concernées (pour seulement 32 500 places), dont la moitié en détention préventive, il pulvérise tous les records du septennat de Giscard. Deschamps soulignait tout à l'heure fort justement les effets de cette inflation en matière de désocialisation, de désinsertion de ceux qui se trouvent plongés dans cet enfer carcéral.

On pourrait encore citer le plan de modernisation de la police. Pour prouver qu'il n'était pas laxiste, le gouvernement a

sans doute préoccupé un peu tard de la détention provisoire. La loi votée récemment sur ce sujet — loi dont Toubon a dit que l'opposition l'abrogerait si elle était majoritaire en mars prochain — ne trouvera d'application qu'en 1987, pour des raisons budgétaires. En même temps, il est vrai que les peines de prison s'alourdissent.

Cela dit, il existe une réelle difficulté à faire sortir les gens de prison. Pour y parvenir, dans le cadre de libérations conditionnelles ou de mesures de semi-liberté, une série de conditions doivent être remplies sur le plan du travail, du logement, etc. On se heurte là à la crise économique. D'où une hésitation à libérer des gens sans leur donner de

natifs à la prison. C'est déjà partiellement fait au niveau des textes. Ce n'est pourtant pas suffisamment appliqué.

#### JEAN-PIERRE BORDIER —

On peut impulser une politique volontaire. Mais en ce qui concerne la délinquance, c'est une affaire de solidarité. Pour réinsérer celui qui va sortir de prison, l'ensemble de la collectivité doit se poser le problème de ses structures sociales. Il en va de la responsabilité de chacun. Il faut cependant remarquer que les Français, dans leur grande majorité, ne sont pas suffisamment mûrs pour apporter un début de réponse à ce problème.

Pour ce qui les concerne, les policiers ne sont pas des assis-

Ceux-ci doivent pouvoir prendre des initiatives. Et leur rôle est décisif.

Parallèlement, l'école professionnelle des gardiens de la paix s'est efforcée de dispenser un enseignement tendant à une meilleure compréhension de l'organisation sociale. Ça, c'est la responsabilité. On a renforcé la professionnalisation, ce qui est vital face au grand banditisme par exemple. On a agi sur la qualification et notamment sur la qualification judiciaire. Celui qui connaît le droit s'avère moins enclin à aller contre le droit.

Tel est le sens de la réforme. La loi de modernisation vient d'être votée. On commence à sentir les effets des dix mille emplois nouvellement créés. L'informatisation redonne au gardien sa fonction de « juge de paix » sur le terrain. C'est cer-



### Décloisonner la prison, y faire entrer les institutions normales.

tainement l'aspect le plus fondamental de la réforme. Le travail du flic en képi, c'est d'abord d'être dehors. Ce qui n'attente nullement aux libertés. Au contraire, les flics dans la rue, c'est sécurisant, dissuasif et préventif.

#### JEAN-PIERRE DES- CHAMPS —

Il faut également dire que les fruits des mesures n'apparaissent que maintenant. Prenons l'exemple des « travaux d'intérêt général » (TIG), qui sont des peines de substitution à la prison. Ils se sont mis en place très doucement. Les magistrats ont toujours tendance à être frieux quand on leur parle de remplacer la prison par des travaux qui vont du sarclage des jardins publics à la collaboration avec la Croix-Rouge. Il n'est pas facile de se dégager de l'idéologie sécuritaire à laquelle on a été longtemps soumis.

On se rend compte maintenant que les TIG marchent et pas uniquement pour des délinquants modèles. Or, si on veut que les TIG remplacent effectivement la prison, on doit les prononcer pour des récidivistes et notamment des toxicomanes. Il ne faut pas hésiter à prendre le risque. On est ainsi parvenu à intégrer pas mal de mineurs au circuit social normal.

C'est la voie du réalisme. Personne n'a intérêt à ce qu'un petit voleur fasse trois mois de prison. Qu'il soit mis hors circuit durant cette période ne l'empêchera pas de recommencer ensuite. Il est à cet égard frappant que tout le monde en soit convaincu au niveau des conseils de prévention où l'on retrouve des

### Le policier doit être un sociologue. Parfois un pédagogue.

soumise aux pressions des secteurs les plus réactionnaires, la gauche n'a pas échappé au choix du « tout-répressif ». Je prendrai quelques exemples.

Tout récemment, à l'occasion du débat Joxe-Toubon, la presse a mis en lumière les grandes concordances émanant du discours des deux hommes. Parallèlement, on constate la reprise de thèmes sécuritaires dans la prose de certains dirigeants de gauche.

Toute une série de mesures

doté la police de moyens nouveaux et a augmenté ses effectifs. Mais dans le même temps, la politique dite de prévention apparaissait chaque jour davantage comme un alibi. Austérité oblige, aucun crédit important n'a été dégagé pour apporter une première réponse à la délinquance, sur des terrains aussi décisifs que les transports, l'enseignement, le logement, l'assistance ou les loisirs. Cela m'amène à conclure que les gouvernants se sont pratiquement ôté tout moyen efficace de remédier aux causes réelles du mal.

#### JEAN-PIERRE DES- CHAMPS —

Sur la question de l'incarcération, on peut en effet parler d'échec partiel. On s'est

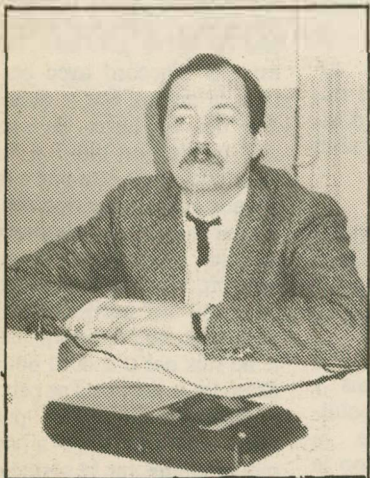
garanties de réinsertion. Dans les premières années du septennat, on était dans la phase de générosité. On est très vite revenu à une attitude de refus des risques. Et le discours de la gauche comme de Badinter a quelque peu encouragé l'incarcération, quand il répondait aux campagnes politiques : « Vous nous reprochez le laxisme de la justice. Mais regardez les chiffres. Ils prouvent qu'elle ne l'est pas. »

Avec 44 000 personnes incarcérées, on atteint la limite du supportable. La relance d'une politique législative répressive transformerait le « parc pénitentiaire » en une véritable poudrière. C'est pourquoi nous disons qu'il faut trouver des alter-

tants sociaux. Leur métier, c'est d'assurer la sécurité. Et il faut leur donner la possibilité de l'exercer. Depuis longtemps, nous nous battons pour la responsabilisation du policier. Ce dernier doit bien connaître sa profession et surtout son environnement. Il doit connaître les habitudes des différentes communautés, apprécier correctement l'ensemble de la société où il travaille. Il doit être avant tout un sociologue, parfois un pédagogue. Ce qui n'évacue pas un certain nombre d'actes répressifs.

Depuis 1981, de nombreuses avancées ont été réalisées. On a allongé le temps de formation professionnelle des gardiens de la paix. C'était indispensable.





Jean-Pierre Deschamps



Jean-Pierre Bordier

hommes et des femmes de presque toutes les tendances politiques. On est là très loin du climat de la campagne électorale.

**JEAN-PIERRE BORDIER** — La réinsertion reste la seule politique valable. Qu'un individu reste cinq, six, dix ans en prison, il devra de toute façon en sortir et pouvoir se réintégrer. Il ne faut pas oublier non plus la réinsertion de ceux qui ont dû purger de longues peines.

**JEAN-PIERRE DESCHAMPS** — Le Syndicat de la magistrature propose un décloisonnement de l'institution carcérale. Decloisonner ne veut pas dire supprimer la peine de prison du jour au lendemain, mais y faire entrer les institutions sociales normales. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Les prisonniers pourraient ainsi avoir connaissance de l'environnement national en même temps que les citoyens pourraient savoir de quoi ils parlent quand ils évoquent la prison. Quand cette réalité sera connue, chacun réalisera le côté criminogène de cette institution ainsi que la contradiction qui amène à réclamer la sécurité par la prison. Ce décloisonnement commence notamment avec les conseils communaux et départementaux de prévention.

**CHRISTIAN PICQUET** — Ce type de structures n'en restent-elles pas au stade du discours ? Peut-on dire qu'elles reflètent une politique globale ? Il est permis d'en douter. Bordier

disait que la FASP souhaitait que le policier soit d'abord un sociologue et un pédagogue. Cela ne pourrait avoir de crédibilité que s'il existait une volonté globale en ce sens. Je me souviens qu'en 1982, le Syndicat de la magistrature avait défini une série d'axes pour « une autre politique de sécurité ». Il avançait la suppression de l'incarcération des mineurs, la limitation des procédures d'urgence et des détentions préventives. Si, depuis cinq ans, de telles mesures étaient entrées en application, on aurait pu parler de volonté politique globale, sensibiliser réellement l'opinion. Mais rien de tout cela n'a été fait.

Aussi, les dispositions prises restent au mieux symboliques. Et au pire, on peut craindre que des

*Quelles qu'aient été ses intentions, la gauche n'a pas échappé au « tout répressif ».*

mesures que la FASP juge aujourd'hui positives ne se transforment en autant d'éléments d'une politique sécuritaire aggravée si la droite revient aux affaires. Ainsi, les dix mille emplois supplémentaires dans la police risquent fort de déboucher sur de nouvelles atteintes aux libertés.

**JEAN-PIERRE DESCHAMPS** — Quelque chose a tout de même fondamentalement changé. Joxe disait à juste titre qu'il était le ministre de l'Intérieur et aussi de la décentralisation. La décentralisation est donc le meilleur moyen pour que la population prenne en charge ce genre de problèmes.

Le SM — et sans doute aussi la FASP — a largement fonctionné à l'utopie, à l'idéologie.

● La Fédération autonome des syndicats de police. Fondée en 1969, elle recueille les suffrages de près de 54 % des policiers en tenue et revendique une centaine de milliers d'adhérents. Lors de son dernier congrès en juin 1983, son secrétaire général, Bernard Deleplace, la définissait comme « fermement attachée au plus près du mouvement ouvrier ».

● Le Syndicat de la magistrature. Créé dans les années soixante-dix, il revendique un millier de membres. En 1981, il se définissait comme « une collection de juges, bien souvent à la base de la hiérarchie judiciaire, collection de ceux qui s'affrontent à la misère, à la folie, à l'angoisse des exclus d'une société en crise ». Son XVIII<sup>e</sup> Congrès vient de travailler sur le thème : « Prison, en sortir ».

Aujourd'hui, il doit entrer dans la phase réaliste. Quand je dis ici que le « tout-carcéral » est irréaliste, cela reste sans grande implication tant que les gens n'ont pas touché du doigt la réalité. Mais lorsque les gens doivent acquitter localement le coût de la criminalité, l'incitation à une politique réaliste n'en est que plus forte. On se rend compte que la prison coûte beaucoup plus cher que la réinsertion.

**JEAN-PIERRE BORDIER** — Je voudrais revenir sur le problème soulevé par Picquet. Les choses ne sont pas aussi simples. Après 1981, la volonté politique a existé. Qu'on se souvienne de la suppression des juridictions d'exception, de la mise en place d'une commission pour étudier la réforme de la police, etc. Mais, l'opposition a tout de suite crié très fort. Et les Français ont certainement été plus sensibles à ses discours qu'à des propositions de bon sens. Ce fut la difficulté.

Je ne veux pas escamoter les timidités de tel ou tel représentant de la majorité actuelle pour aller discuter, dans les communes, des problèmes de sécurité. Reste que, fondamentalement, la création du Conseil de prévention a eu d'indéniables effets pédagogiques. Pour ce qui concerne la police, j'ai déjà parlé de la modernisation. J'ajouterais que nous avons à présent un Code de déontologie qui fixe précisément le champ de l'intervention et du comportement des policiers dans leurs missions. Il est ainsi réaffirmé qu'on ne doit pas être raciste, qu'on doit res-

pecter la dignité humaine, etc.

Tout cela va bien au-delà du symbole. C'est pourquoi je crois que c'est un processus irréversible. Même s'il y a alternance politique, je ne pense pas que les dirigeants de l'opposition qui

*Nous avons fonctionné à l'utopie. Il faut entrer dans le réalisme.*

viendraient au pouvoir pourraient le remettre en cause. Ils savent sans doute intimement qu'il n'est d'autres solutions pour traiter les problèmes de sécurité.

**CHRISTIAN PICQUET** — Il est indéniable que les campagnes de la droite ont rencontré un vaste écho dans la population. Mais la responsabilité n'en incombe-t-elle pas aux valse-hésitations permanentes du pouvoir ? Au début, les rapports de forces n'étaient nullement défavorables. L'exemple de la peine de mort est, à cet égard, symptomatique. C'est vrai que son abrogation a déclenché des campagnes hystériques dans certains milieux. Mais, décidée en plein état de grâce, elle a également divisé l'opposition, dont une partie a voté avec la gauche. Si des mesures radicales avaient été prises dès le début, on peut imaginer que la démagogie aurait eu moins d'impact. Au contraire, on a vu Badinter et Defferre polémiquer sur les contrô-

les d'identité et c'est cette absence de volonté politique claire qui a permis à la droite d'occuper le terrain.

De ce point de vue, on ne peut qu'être méfiant devant des dispositions telles que le plan de modernisation de la police. Pratiquement rien ne change quant à la nature de l'institution, au fonctionnement de son sommet. Quant à la politique de prévention, elle n'inclut aucun investissement susceptible d'avancer vers une politique similaire à celle que le Syndicat de la magistrature préconisait, il y a quelques années.

**JEAN-PIERRE DESCHAMPS** — Il y a certainement beaucoup de choses à dire sur la stratégie politique depuis 1981. Si le Syndicat de la magistrature tire maintenant un coup de chapeau à Badinter quittant la Chancellerie, il n'a jamais ménagé ses critiques devant ce qu'il n'a pas fait ou pas voulu faire : réforme du statut de la magistrature, justice civile, etc. Souvent, nous avons été désagréablement surpris. Reste qu'on ne pourra pas facilement revenir sur une série de choses, comme la politique de décentralisation ou les peines de substitution.

**JEAN-PIERRE BORDIER** — Un mot en conclusion. Pour la FASP, la modernisation, ce n'est qu'un début. Le plan porte sur cinq ans. Bien qu'on ne connaisse pas le résultat des prochaines échéances électorales, il est sûr que nous serons très vigilants pour empêcher ce plan de modernisation d'être détourné de sa finalité.





# COLINE SERREAU

## UN CESAR

### AU FEMININ

Comédienne, scénariste, metteur en scène de quatre films en dix ans, Coline Serreau vient de recevoir le César du meilleur film français pour *Trois hommes et un couffin*. Elle nous a accordé un entretien.

Coline Serreau et moi avons rendez-vous dans un café proche du théâtre où elle joue chaque soir le *Dragon d'Evgueni Schwarz*<sup>1</sup>, mis en scène par Benno Besson. Notre première question a porté sur la modestie de son triomphe samedi soir à la remise des Césars.

Coline Serreau — Lorsqu'on obtient le César du meilleur film, la moindre des politesses, c'est de dire qu'on est pas tout seul. Le cinéma français est le dernier cinéma qui vive en Europe. Il subit des attaques extrêmement dures en ce moment à cause de la cinquième chaîne. C'est la dernière cinématographie qui vive avec les Etats-Unis et le tiers monde. C'est formidable. C'est pas seulement la réussite de quelques films, ça représente toute une infrastructure, des milliers de techniciens, des studios, des laboratoires. Toute une industrie technique. Mais c'est une chose fragile et au-delà de la courtoisie, il faut le souligner : on est tous solidaires. Que Oury marche ! Bravo ! Plus il y a de films qui se font, mieux c'est. D'une cinématographie morte ne naîtront pas des chefs d'œuvres. Voyez l'Italie, ils ne tournent plus.

Coline Serreau  
comédienne dans *Le dragon*  
d'Evgueni Schwarz.



difficile d'être une femme cinéaste ?

C. S. — Depuis toujours, c'est une discussion hors sujet, en France en tout cas. Peut-être pas en Amérique...

□ Travailler quand la gauche est au pouvoir, est-ce plus facile ? Qu'est-ce qui a changé ?

C. S. — Dans l'industrie du cinéma, la seule chose qui compte c'est le profit et c'est très bien comme ça. Je pèse mes mots. Quand vous avez un échec, les conditions sont très dures. Lorsque vous avez un succès, elles deviennent excellentes pour le prochain film. Même si le scénario que vous présentez n'en vaut même pas le coup : c'est la loi du système ; c'est aussi ce qui fait l'intérêt du cinéma par rapport à la télévision qui peut devenir « le n'importe quoi », parce qu'il n'y a pas le formidable corps à corps, le combat, le frottement entre l'œuvre et le public, et l'œuvre n'existe pas en dehors du public.

Je ne suis pas malheureuse de cette situation. Au contraire. La seule chose, c'est de savoir s'en servir. L'industrie du cinéma, industrie privée, reçoit une aide de l'Etat — petite par rapport au budget total du

film —, le reste c'est de l'argent privé qui ne dépend pas de décisions politiques. Je ne peux pas dire que j'ai eu de bonnes ou de moins bonnes conditions après 1981. J'ai eu l'avance sous la droite, j'ai eu l'avance



sous la gauche. Je ne n'ai jamais magouillé, mes scénarios ont marché. Comment expliquer ça autrement ? Il y a un projet qui me tient très à cœur et pour lequel, je n'ai rien eu ; mais je vais recommencer, je vais continuer à enfoncer le clou.

Le système d'aide au niveau de la production et un peu de la distribution a été instauré par la droite, la politique de Lang a été une énorme bouffée d'oxygène au niveau des auteurs... et du soutien au cinéma, concurrencé par les autres médias.

Le problème survient quand, d'un seul coup et sans prévenir personne, en un jour, il sabote et il cisaille tout ça d'un grand coup de poignard dans le dos. Ça fait très mal. Les gouvernants des deux bords et la profession ont sauvé la cinématographie du pays. Mais jusqu'à quand ? Ça, je ne sais pas...

□ Quel bilan faites-vous de la gauche depuis 1981 ?

C. S. — Je ne prends aucune position politique publique. Mes prises de positions politiques, elles sont dans mon travail...

□ Vous avez été appelée à faire partie du Conseil de surveillance de la 7<sup>e</sup> chaîne. Qu'allez-vous y faire ?

C. S. — Ce que je vais y faire dépendra de la politique qui sera décidée. Si c'est bien je reste, sinon je m'en vais. On va voir.

□ Revenons à la 5<sup>e</sup> chaîne. Pourquoi dites-vous que c'est un coup de poignard dans le dos ?

C. S. — Le problème n'est pas l'arrivée des chaînes privées. Qu'il y en ait davantage ça ne me gêne pas. C'est plutôt le cahier des charges : on avait quatre chaînes qui respectaient la hiérarchie des passages, des

sont des privilèges exorbitants. Si une grève générale est à ce prix-là, il n'y aura pas de grève générale. On est pas d'accord avec certains là-dessus. Sur le maintien des privilèges du service public non plus : si un journaliste doit être mis à la retraite, payé à ne rien foutre par le contribuable parce que les petits copains du pouvoir ont changé et qu'un autre qui a d'autres copains politiques est mis à sa place, je ne suis pas d'accord pour défendre le service à ce prix.

Défendre le service public, dans ce qu'il a de moins aligné sur le système des profits et donc être capable de générer des émissions de meilleure qualité, c'est formidable. Si l'un va avec l'autre, c'est l'impasse. 10 % sont consacrés à la production dans les télé, ça ne va pas, c'est un gouffre.

□ Avez-vous été gênée de travailler dans une industrie privée comme le cinéma ?

C. S. — Pas du tout. Dans le

support, le quota des films français, de création. Tout ça est complètement balayé d'une chiquenaude et risque complètement de déstabiliser l'industrie cinématographique. Les autres chaînes vont exiger de s'aligner sur ce nouveau système. C'est très dangereux. Économiquement c'est viable de respecter le cahier des charges. Ce qui se passe avec la 5<sup>e</sup> chaîne c'est vraiment une honte. Y a pas de mots pour fustiger ça. C'est vraiment dégueulasse.

□ A part des prises de position verbales, y a-t-il moyen de faire quelque chose ?

C. S. — Il y a toujours moyen de faire mieux qu'une position verbale. Il faut voir qui se mobilise, pour quoi et l'état de la mobilisation. Si c'est pour défendre la SFP, moi, je ne marche pas ; ils ont des exigences syndicales qui

privé, le metteur en scène, en discussion avec la production, a une vraie souveraineté sur son œuvre. A la télé... c'est n'importe quoi.

□ Au théâtre, vous n'êtes jamais associée à la mise en scène ?

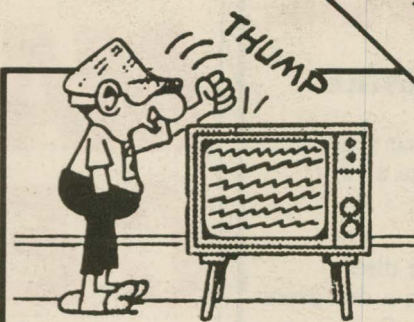
C. S. — Non, jamais. J'aime jouer, j'aime être actrice, j'aime être dirigée, j'aime être avec une équipe, dans un truc auquel je crois, j'aime le contact avec le public. Faire de la mise en scène, pour moi, c'est le cinéma...

Coline Serreau arrête l'entretien, il est l'heure d'aller se maquiller pour le rôle d'Elsa dans le *Dragon*. Elle nous quitte en nous invitant à voir à Genève, Lapin, lapin « plus politique encore que le *Dragon pour Rouge*, ajoute-t-elle, c'est important ».

Propos recueillis par  
Noémie Mas

1. *Le Dragon* d'Evgueni Schwarz au Théâtre de la ville.





# LA 5 : TOUT POUR LA PUB

## Les « recettes » de Berlusconi pour attirer les annonceurs

**J'**espère que la présentation de la 5 vous donne la certitude que nous ne faisons pas une télé à l'américaine. Nous n'en voulons pas ! », a déclaré péremptoire Silvio Berlusconi devant les publicitaires et les journalistes qu'il avait réunis le 20 janvier dernier au théâtre Marigny.

T'as raison coco ! Après avoir goûté tes programmes pendant une petite semaine, ta 5 ressemble autant à la télé américaine qu'un western spaghetti à une série B hollywoodienne.

A la fameuse rencontre avec les publicitaires, Silvio Berlusconi, dit Berlu, a longuement expliqué la leçon de choses italienne, en martelant qu'en cinq ans le nombre des clients des agences, le marché publicitaire habituel... et les marges bénéficiaires des annonceurs avaient doublé !

« Les spots dans les films ? C'est d'une efficacité fantastique. Quand vos spots passent entre les programmes, ils ne recueillent que 40 % de l'audience du programme. A l'intérieur du programme, vous ramassez 70 % de cette audience. Vos messages sont au cœur de l'audience. »

L'essentiel étant de diffuser de la publicité, il faut donc ouvrir l'audience par tous les moyens. Alors (et c'est ce qu'il fait en Italie), on programmera en même temps que les chaînes pu-

bliques un programme similaire mais « plus performant », c'est-à-dire plus digeste et plus facile à adapter à tous les goûts. Et le bras droit de Berlu, le « dottore » Freccero, d'articuler pour les durs d'oreille : « Pour séduire le public, il faut émettre les programmes, les messages, les plus habituels et les plus répétitifs possibles, jusqu'à un indice prévisible de nausée, visant très rigoureusement le juste milieu : le moyen. 1) Surtout, jamais de produits trop élevés, le public est inculte. 2) Jamais de produits trop bas non plus, pour ne pas offenser la pudeur commune. 3) Jamais de nouveauté : c'est une expérience trop risquée. Ce que l'on a l'habitude d'appeler la créativité doit se porter sur le spot et doit être aussi original et nouveau que les téléfilms doivent être banals et répétitifs. » On ne peut être plus sincèrement cynique !

Dans le dossier que *Télérama* a consacré aux petites sœurs transalpines de la 5 berlusconienne, Thierry Leclerc a mené l'enquête sur l'une des émissions vedettes de « Canale 5 » : « Grand Hôtel » ; une émission « entièrement réclamisée » (sic) selon les propres termes de son producteur. En plus des défillements des spots tous les quarts d'heure, T. Leclerc raconte : « Un exemple : une marque de boissons a payé, très cher, le droit d'aligner

ses bouteilles au bar du « Grand Hôtel ». Le contrat précise même que certain apéritif disposera d'un traitement de faveur : la bouteille sera placée sur le comptoir, à côté du barman (...) Un responsable de la régie publicitaire de Berlu est toujours présent lors des enregistrements. Il veille scrupuleusement au respect des contrats et demande éventuellement au réalisateur de retourner un plan si la vedette cache malencontreusement l'étiquette d'une bouteille (...) 60 % des frais de production de l'émission sont couverts par les sponsors. »

Alors, face à la 5, chaîne de la cohabitation entre les désirs de Mitterrand et les appétits des annonceurs du patronat, ne semblent pour l'heure se mobiliser que les professionnels du cinéma, comme le rappelaient dans une récente conférence de presse leurs porte-parole Coline Serreau, Claude Sautet et Bertrand Tavernier, en appelant au boycottage le public... et ceux qui seraient tentés de composer avec le roi de la nouille électronique.

Suivez donc — pour une fois — le conseil du professeur Berlu à propos du « spotissage » : « C'est très commode pour faire autre chose en cours de film ! »... Eteindre, par exemple !

Michel Laszlo

### CINEMA

□ **LE BATEAU-PHARE de Skolimovski.** Ou comment un cinéaste venu de l'Est, la Pologne, devenu entre-temps polono-britannique, aborde par la fiction les Etats-Unis et le cinéma américain. Par un film policier (au sens large) qui ressemble à une fable et par la bande (on ne quitte pas un bateau-phare immobile et son équipage pris en otage par trois gangsters minables et caricaturaux). La métaphore s'arrête là : les Etats-Unis ne sont pas le bateau-phare de la liberté même si certaine statue a bien fait parler d'elle ! Au contraire, nous sommes dans l'antichambre du désordre et de la violence. Ce double huis-clos, un bateau et il est immobile, introduit le plus considérable des paradoxes à partir de quoi vont se développer tels ou

tels commentaires sur le courage et la lâcheté, la liberté et l'asservissement, la responsabilité et l'inconscience. La maîtrise de Skolimovski est complète ; un grand film.

□ **L'ORCHESTRE NOIR de Stephan Lejeune.** Stephan Lejeune livre le résultat de son enquête de quatre années sur deux groupes fascistes belges (le Front de la jeunesse et le groupe flamand VMO) et leurs accointances internationales. C'est toute l'Europe du néo-nazisme qui figure dans le film. Entretiens, documents bruts, pièces d'archives « authentifiant » cette plongée dans les miasmes du fascisme. L'analyse de ces mouvements se fait d'elle-même bien que le film ne prétende pas être autre chose qu'un témoignage de démocrate. Il ne tiendra sans doute pas l'affiche très longtemps... Nous essaierons d'y revenir plus longuement avec Stephan Lejeune.

### LIVRES

□ **ABC DE LA GUERRE de Bertold Brecht.** En 1955, paraissait à Berlin-Est un des plus curieux livres de Bertold Brecht, *ABC de la guerre*, fait de poèmes très courts, accolés à des photos d'actualité, sur la guerre, le nazisme. Brecht, avec ses photographies, dénonçait une fois de plus la guerre, le militarisme d'où qu'il vienne : « Trop nombreux sont ceux qui aujourd'hui nous paraissent morts, comme des êtres qui auraient déjà derrière eux ce qu'ils ont devant eux, puisqu'ils ne font rien contre ce qui les attend. » Les stali-niens d'Allemagne de l'Est n'ont jamais d'ailleurs digéré ces textes qui ont été, plusieurs fois, censurés. « Que faites-vous, frères ? » — « Une voiture blindée » — « Et avec ses plaques juste à côté d'ici ? » — « Des

obus qui percent les parois blindées » — « Et pourquoi tout cela ? » — « Pour vivre ». (*ABC de la guerre*, Presses universitaires de Grenoble, environ 120 francs).

□ **HOMMES ET FEMMES d'Annie Leclerc.** On se souvient de ses premiers livres, *Parole de femmes*, *Epousailles* (parus aussi en Livre de poche) sortis dans les années soixante-dix, au temps où le mouvement féministe a su bousculer les idées reçues et les rôles sociaux. Aujourd'hui, Annie Leclerc revient sans en avoir l'air sur cette époque, sur les rapports difficiles entre les hommes et les femmes. On aurait bien tort de juger réactionnaire ce livre très fort, très émouvant où il est plus question d'amour que d'analyse sociale et politique. (*Hommes et femmes*, d'Annie Leclerc, Livre de poche, 18 francs)

☆ **Vendredi 23 h 20 (TF1)**, concert pour Mandela avec Manu Dibango, Max Roach, B. Lubat, etc.

☆ **Samedi 20 h 40 (TF1)**, *Via Mala* fut un solide roman de J. Knittel adapté de façon naturaliste par P. May à l'orée des années soixante. Il sera curieux de voir ce que Tom Toelle aura tiré de ce roman dur dans lequel le prodigieux Mario Adorf sera le patriarche Lauret...

22 h 25 (A2), *Recherche Madonna désespérément* aux « Enfants du rock » + un concert Herbie Hancock.

☆ **Dimanche 20 h 35 (TF1)**, *le Dernier Train de Gun Hill*, western classique de John Sturges, avec K. Douglas et A. Quinn, bâti autour d'une implacable histoire de vengeance.

22 h 30 (FR3), *le Ministère de la peur*, de Fritz Lang, va inaugurer un cycle consacré au film noir. Tourné en 1944, le film de Lang est l'un des plus beaux et mystérieux films d'espionnage qui soient ! La brume londonienne (même en noir et blanc...) y est angoissante à souhait.

☆ **Lundi 20 h 35 (TF1)**, *la Nuit américaine* de F. Truffaut avec J. Bisset, V. Cortese, A. Stewart... L'un des films les plus intimes et peut-être les plus remarquables de Truffaut. Son amour du cinéma et des actrices y transparait presque à chaque plan...

☆ **Mardi 20 h 35 (FR3)**, *les Dents de la mer* de S. Spielberg. « Film culte » de ces dix dernières années, « Jaws » (machoires !) est en fait bien plus qu'un simple film de terreur. Spielberg a su remarquablement user de deux ressorts dramatiques très traditionnels (mais oh combien efficaces !) pour donner une dimension supplémentaire à cette histoire : l'un a trait aux magouilles politico-commerciales qui veulent à tout prix préserver la saison estivale de la petite station balnéaire ; l'autre illustre, une fois de plus, l'affrontement avec l'inconnu. Le requin blanc du film n'est ni Moby Dick, ni Alien... Il n'empêche pourtant que la dernière demi-heure du film renvoie parfois à l'affrontement dantesque d'Achab et de la baleine du roman de Melville et du film de Huston...

20 h 35 (A2), *Un dimanche à la campagne*, de B. Tavernier. prix de la mise en scène au Festival de Cannes 1984, ce film possède toutes les qualités qui font du cinéma de Tavernier l'héritier de ceux de Renoir et Duvivier avant-guerre ; film de « petits riens et petits gestes » qui font la vie, film de pur plaisir et de grande maîtrise.

☆ **Mercredi 23 h 10 (FR3)**, *Un bruit qui court*, de J. P. Sentier et D. Laloux. Heure scandaleusement tardive pour cet étonnant film, quasiment surréaliste, aux antipodes des modes, mais à l'humour très proche de « l'hénaurme » d'un Jarry.

☆ **Judi 20 h 35 (A2)**, *Pain, amour et jalousie*, de L. Comencini. « Suite » du film de jeudi dernier, et la preuve que dans le cinéma « de gendarme », les Italiens avaient bien vingt ans d'humour d'avance sur nous...

20 h 35 (FR3), *Planète interdite*, film de SF de F. Mc Leod Wilcox qui nous parut surprenant lors de sa sortie en 1955, et qui risque d'être complètement kitch (voire ringard !) trente ans plus tard...

☆ **Vendredi 23 h (A2)**, *A nous la liberté*, de René Clair. Tourné en 1931, à une époque où René Clair se disait très proche de l'extrême gauche (il siège aujourd'hui à l'Académie française !). *A nous la liberté* est une pochade assez géniale contre le machinisme et l'argent (« Je souhaitais combattre la machine quand elle devient pour l'homme une servitude au lieu de contribuer à son bonheur. »), une œuvre irrespectueuse, enjouée, et décapante qui, sur le ton de l'opérette, camoufle un bon petit brûlot et qui inspira vraisemblablement non seulement le chef-d'œuvre de Chaplin *les Temps modernes*, mais peut-être aussi toute une part du cinéma de Jacques Demy...

Michel Laszlo



# ROUGE

## SOMMAIRE

Scénario pour réduire le chômage à zéro  
pages 2, 3, 4.

C'est à dire  
Le seul vote qui a de l'avenir  
page 5

Comment voient-ils l'alternative ?  
Les candidats répondent  
pages 6, 7

Flexibilité story  
page 8

Des Wurtemberg à la dynastie Peugeot  
Page 9

Souscription  
page 10

Une OAS en Kanaky  
Le coup qu'ils préparaient  
page 11

Courts métrages  
pages 12, 13

Avortement  
Les exclues de la loi  
page 14

Mendès, label rose  
page 15

Haïti, le risque militaire  
pages 16, 17

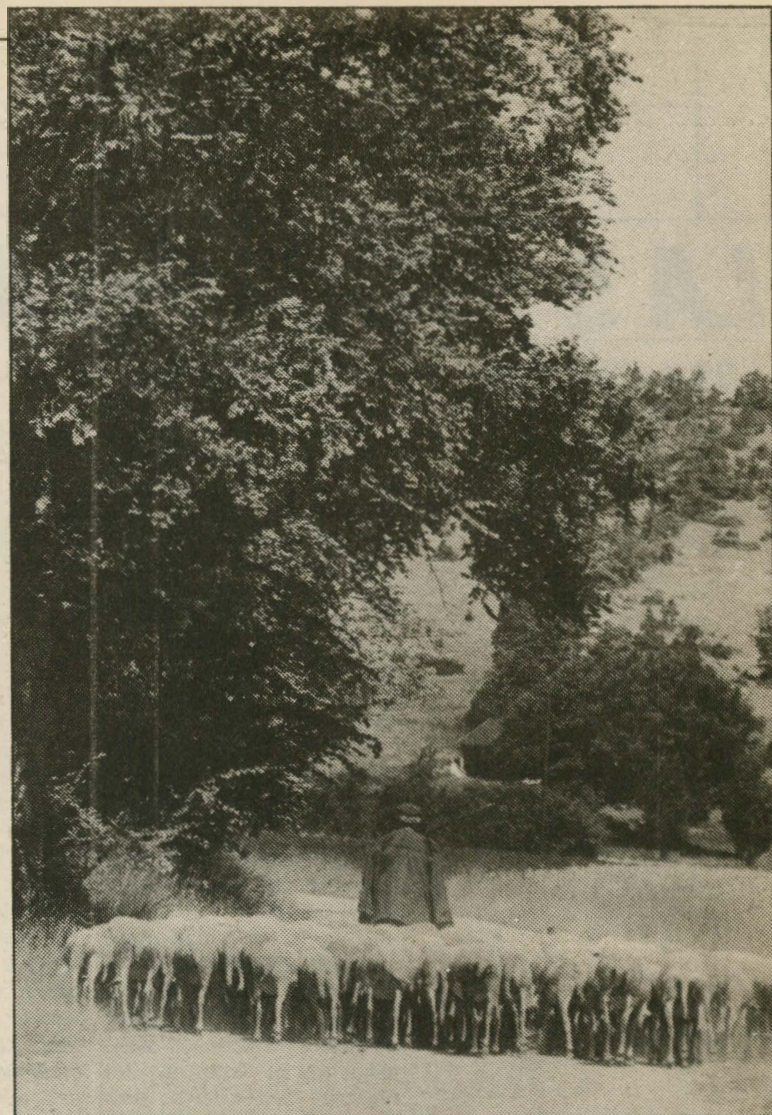
Les grandes manœuvres de Tel-Aviv  
page 18

Sécurité et délinquance  
Au-delà du fantasme  
pages 19, 20, 21

Coline Serreau  
Un oscar au féminin  
page 22

Livraisons  
page 23

# MARS, C'EST LE PRINTEMPS DE ROUGE



Le nouveau *Rouge* commence à vous être familier si l'on en juge par vos réactions. Vous commencez à être habitués à son découpage, à ses dossiers, à ses pages de réflexion et à ses pages d'actualité, à ses brèves et à ses articles de fond. Le numéro que vous avez entre les mains, nous avons souhaité le soigner encore plus que les autres et ce ne sera pas le dernier. D'autres personnalités ont répondu à nos questions, d'autres dossiers sont en préparation. Non seulement nous ferons aussi bien que pour les six premiers numéros de la nouvelle formule, mais nous espérons bien faire encore plus.

Le numéro qui sortira le 20 mars sera aussi un *Rouge* pas comme les autres. Bien sûr, une bonne partie du journal sera consacrée aux résultats des élections législatives et régionales du 16 mars, avec des analyses, des enquêtes, des reportages, des prises de position. Mais le reste du journal ne sera pas le parent pauvre, histoire de rappeler qu'au-delà de cette échéance électorale, *Rouge* continue aussi fort.

Pour cela, il n'y a pas de miracle : ce sont ses lecteurs qui le porteront. Partout autour de vous, il faut donner un coup de collier pour faire connaître et diffuser *Rouge*. Toi qui le lis à la maison mais ne le montre pas à tes collègues, toi qui oublies de le laisser traîner au boulot, vous qui le lisez dans la même ville sans faire ensemble de vente publique, vous tous, vous devez vous mobiliser avec ceux qui ont déjà entamé l'effort. Le 16 mars ne sera pas un coup d'arrêt : plus que jamais *Rouge* sera après les

élections un instrument indispensable pour affirmer une force à gauche de la gauche. Alors, tout le monde sur le pont pour votre hebdo !

D'autant que fin mars, il n'y a

pas que le printemps qui arrive. Ce sera aussi la nouvelle campagne d'abonnements militants, une formule originale qui vous permettra d'avoir chaque semaine auprès des militants de la

LCR votre *Rouge* et chaque mois la revue *Critique communiste*. Alors nous ne manquerons pas de vous le rappeler au cours du mois de mars : abonnez-vous !

## OFFRE SPECIALE POUR LES NOUVEAUX ABONNES UN ABONNEMENT PROMOTIONNEL 3 MOIS : 60 F 1 AN : 200 F

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Ville ..... Code postal .....  
Formule choisie .....  
 3 mois - 60 francs  1 an - 200 francs

Offre uniquement valable pour les nouveaux abonnés.  
Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F		Nom .....
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F			Prénom .....
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F		Adresse .....
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F		Formule choisie .....
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F		Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter				

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.